

Malheureux boucs émissaires

Au-delà de l'Islam radical, de la modernisation et des régimes autoritaires comme origine du terrorisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

TIFFIANY O. HOWARD, PHD*

Le Moyen Orient et les États du Maghreb ont été la proie de conflits persistants pendant les cinquante dernières années. Avec la fin de la Guerre Froide, la région a été le théâtre des guerres les plus sanglantes et les plus longues dans le monde, à savoir le conflit israélo-palestinien, les deux guerres en Irak (1991 et 2003), la guerre civile du Yémen (1994), le conflit au Liban (2007) et l'un des conflits les plus meurtriers entre états, la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988). La région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) est une zone de conflits notoire, en proie aux conflits internes et régionaux, mais elle est également connue pour des réseaux terroristes et des attentats parmi les plus meurtriers du monde. La violence est tellement courante au Moyen Orient et au Maghreb que de nombreux politologues focalisent leurs recherches sur la région.

Cela fait des années que les spécialistes s'efforcent de comprendre la raison pour laquelle la région du MOAN est le théâtre d'une vague apparemment sans fin de violence. Plusieurs études empiriques ont débouché sur des théories qui s'appliquent et concluent que l'absence de démocratie, le radicalisme religieux et les obstacles à la modernisation sont à la racine des conflits¹. En m'appuyant sur ce corpus de recherches, j'explore les arguments qui y sont présentés dans une perspective différente de celle des études existantes. Au lieu d'aborder la démocratie, la modernisation et le radicalisme religieux comme des concepts discrets, l'article examine l'impact de ces facteurs sur la tendance à la violence politique en tant qu'éléments de la faillite des états.

À côté de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie, la région du MOAN contient la plus forte proportion d'états défaillants et faillis dans le monde. Les théories étudiées jusqu'à présent, démontrent que les causes fondamentales de la violence politique dans ce domaine sont tout simplement les symptômes de tous les états faibles. Il

* L'auteur est maître de conférence en science politique à l'Université du Nevada, à Las Vegas. Elle obtint son double doctorat de science politique et de politique publique à l'Université du Michigan, à Ann Arbor, en 2006. Parmi ses domaines de spécialisation figurent la sécurité internationale, les politiques en matière d'immigration et de réfugiés, ainsi que la violence politique, les conflits et le terrorisme. Elle est l'auteur de *The Tragedy of Failure* (La tragédie de l'échec), Praeger Security International/ABC-CLIO, 2010, et d'articles cautionnés par un comité de lecture, parus dans des publications telles que *Civil Wars*, *Studies in Conflict and Terrorism et Immigrants and Minorities*.

convient, par conséquent, d'entamer les analyses des causes du terrorisme et de la violence politique au Moyen Orient et au Maghreb par un examen du fréquent dysfonctionnement de l'état dans la région.

En utilisant les données de l'*Arab Barometer Survey* (2008), l'article affirme que les situations de faillite de l'état obligent le peuple à recourir au terrorisme et à la violence politique dans la région MOAN pour obtenir des avantages politiques, économiques et sociaux tangibles et arracher des concessions politiques stratégiques². Encourager la démocratie, la modernisation et la liberté religieuse sur une base individuelle est une activité noble et utile, mais ces facteurs doivent être intégrés dans la construction d'un état, première étape pour adresser la violence systématique.

Argumentation

Cette étude évalue les rapports entre la faillite d'un état et le caractère généralisé du terrorisme et des insurrections au Moyen Orient et au Maghreb, dans un effort d'illustration du fait que c'est le processus de faillite des états qui explique la raison pour laquelle la région est en proie à la violence politique et non les problèmes à base d'injustice d'un manque de démocratie et de développement économique, qui alimentent à leur tour le radicalisme religieux. Bien qu'il soit tentant de limiter l'argumentation à la simple explication selon laquelle les états défailants et faillis attireraient naturellement les groupes terroristes et les insurgés, compte tenu de l'absence d'une force de sécurité opérationnelle, l'article soutient que le rapport est plus nuancé que cela. Il est certain que l'élément d'un facteur d'attraction est présent en ce que les acteurs qui s'engagent dans la violence politique sont mieux à même de mener des opérations dans les états faillis. Jusqu'à présent, les études sont restées, dans leur majorité, focalisées uniquement sur cet élément, l'attraction exercée par les états faillis sur les terroristes et les insurgés³. L'article présente toutefois un autre argument dans cette dynamique, la possibilité que les citoyens des états faillis sont attirés vers la violence politique par suite de la détérioration des conditions régnant dans ce type d'état. Un élément crucial est resté absent de ce débat, à savoir le processus de décision des citoyens ordinaires qui décident de s'engager dans des activités de terrorisme et d'insurrection parce que l'état ne peut plus assumer ses responsabilités à l'égard de ses administrés. La population des états faillis est attirée par la violence politique parce que le système ne fonctionne plus, l'état a failli à ses responsabilités.

Plutôt que d'évaluer les habitudes de violence politique dans les états défailants de la région MOAN à l'aide de données événementielles, cette étude cherche à comprendre l'optique de certaines personnes quant au recours à la violence en tant qu'outil politique une fois que l'état est en faillite. Les données produites par des enquêtes de *Arab Barometer* concluent que dans les États défailants du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord, un modèle insidieux de dénuement et d'oppression qui conduit des citoyens ordinaires à s'engager, ou à soutenir, la violence politique. La présente étude vise à encourager le débat intellectuel en suggérant une autre cause profonde de ce type de violence qui a été négligée par les modèles généraux d'indicateurs de ter-

rorisme. Car jusqu'à présent, dans la mesure où ces modèles ont ignoré les données au niveau individuel, ils ont ainsi ignoré également les principes de base de la psychologie humaine et ce qui conduit des êtres humains, apparemment rationnels, à commettre des actes irrationnels de violence.

Les états faillis menacent la survie de leurs administrés, ce qui conduit ces derniers à se procurer des ressources politiques et économiques tangibles par d'autres moyens, parmi lesquels figure le recours à la violence politique. De plus, les principales implications pour la communauté internationale sont que ce modèle de dénuement rend les citoyens de ces états plus sensibles à l'influence des groupes terroristes à parrainage international. Les états représentent par conséquent des terrains propices pour les terroristes, qui exportent ensuite leurs idéologies radicales vers d'autres régions pour créer des menaces terroristes dans le monde entier. Ainsi, la guerre mondiale contre le terrorisme restera une entreprise futile si la communauté internationale ignore l'importance d'une construction complète d'un état en incorporant le développement soutenu d'institutions politiques et économiques solides au sein des sociétés en voie de développement⁴.

Cette recherche est doublement importante. Pour commencer, la présente étude s'ajoute au corpus existant de recherches sur les états défaillants, fragiles et faillis en ce qu'elle donne un aperçu d'un ensemble discret d'indicateurs du déclin d'un état⁵. Elle va toutefois plus loin que ces travaux en évaluant la façon dont ces facteurs se combinent pour affaiblir un état et créer le chaos et l'anarchie au sein d'une nation où le terrorisme et la violence deviennent ensuite une voie légitime vers l'acquisition de ressources politiques et économiques.

Au-delà de l'établissement d'une typologie de la faillite des états, la présente étude est opportune et se distingue des autres travaux portant sur le terrorisme par son approche à la compréhension des causes profondes de ce type de violence autres que le déclin économique, le radicalisme religieux et les niveaux de frustration⁶. À la différence des travaux précédents, qui se focalisent sur les incidents terroristes à grande échelle et sur les cas de pays particuliers et qui brossent un tableau général de la façon dont les états défaillants contribuent à la violence politique, la présente étude va plus loin et s'efforce de comprendre ce qui, dans le processus de faillite d'un état, influence la décision d'une personne de commettre ou de soutenir un acte de violence politique.

Terrorisme et états faillis au Moyen Orient et en Afrique du Nord

L'objectif principal d'un état est d'apporter à ces citoyens le bien public de sécurité. Un état fort fait en sorte que ses frontières soient sûres et que les citoyens ne soient pas engagés dans des conflits internes⁷. L'apport de toute une série d'autres biens publics ne peut être assurée que lorsqu'une mesure raisonnable de sécurité a été maintenue à l'intérieur des frontières ainsi que dans les états avoisinants⁸. Pour les états forts, les états défaillants sont intrinsèquement faibles en raison des contraintes

géographiques, politiques ou économiques ; fondamentalement forts mais provisoirement ou situationnellement affaiblis par un conflit interne, une mauvaise gestion, la corruption, le despotisme ou les menaces extérieures⁹. Ces nations présentent généralement des tensions ethniques, religieuses, linguistiques ou un autre type de tension intercommunale qui n'ont pas encore dégénéré en violence généralisée et incontrôlable. Le produit intérieur brut par habitant, et d'autres indicateurs de prospérité économique, ont tous décliné. La capacité du gouvernement d'assurer le bien public essentiel de sécurité s'est détériorée ou est en cours de détérioration et les taux de criminalité tendent à être élevés ou en hausse.

Alors qu'un état défaillant est dans une position précaire de détérioration, l'état failli ne présente aucun signe de sécurité et d'ordre. La plupart des « états faillis sont tendus, profondément dangereux et contestés farouchement par des factions belligérantes¹⁰ ». Dans la plupart des cas, le gouvernement d'un état failli subit de multiples rébellions et troubles civils, des conflits communaux et toute une série de mécontentements à son égard¹¹. Les états-nations faillis sont incapables de contrôler leurs frontières ; leur économie s'est détériorée ; ils sont impliqués dans des luttes dures et violentes ; il n'existe aucun signe de fonctionnement de l'infrastructure matérielle ; et leurs institutions politiques n'ont plus aucune forme de légitimité. En d'autres termes, un état failli représente un régime auquel manque la capacité de remplir les tâches fondamentales d'un état-nation dans le monde moderne.

Les états faillis connaissent un véritable cataclysme dont les conséquences sont graves et ont des implications à long terme pour la société. Dans les états-nations en faillite qui souffrent de l'absence d'un système politique qui fonctionne et de l'inobservation des principes fondamentaux de la sécurité et de l'ordre, les citoyens sont potentiellement plus vulnérables à la propagande et au programme extrémiste des groupes terroristes. En conséquence, il existe un potentiel d'acquisition par les groupes extrémistes du soutien populaire d'un recours à la violence politique dans une telle situation précaire. Il en résulte qu'il est possible de persuader le citoyen ordinaire de soutenir le recours à la violence politique et, potentiellement, de s'engager dans de tels actes comme moyen d'accéder à des ressources économiques et politiques tangibles que l'état ne peut plus fournir.

Cette situation particulière a été évidente au Moyen Orient et au Maghreb car cette région a souffert d'un manque de développement économique et d'inégalités dans la distribution des ressources. C'est ainsi que des crises économiques dues à une absence de développement ont paralysé les États de cette région en les affaiblissant sans cesse et conduisant un grand nombre de ceux qui souffraient de la pauvreté à soutenir les organisations terroristes ou à les rejoindre. En outre, les conditions de fragilité dans lesquelles se trouvent les États de cette région ont également fourni du matériel de propagande aux groupes extrémistes, ce qui a facilité leurs efforts de recrutement et légitimé leurs actes de terrorisme au sein de la population¹².

Comme nous l'avons vu ci-dessus, à côté de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie, le Moyen Orient et l'Afrique du Nord constituent une région hantée par les états faillis (Tableaux 1 et 2). Les Figures 1 et 2 illustrent la prévalence de l'effondrement

de l'état et des incidents de terrorisme dans la région. La section suivante explique les raisons pour lesquelles ces deux facteurs sont si étroitement liés.

Tableau 1 : classement 2008 *Index of State Weakness* par ordre de faiblesse des États du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (basé sur un total de 141 pays)

Pays	Classement	Quintile
Irak	4	Le plus bas
Yémen*	30	2e quintile
Mauritanie	37	2e quintile
Algérie*	57	3e quintile
Syrie	59	3e quintile
Iran	66	3e quintile
Egypte	78	3e quintile
Libye	86	4e quintile
Liban*	93	4e quintile
Maroc*	96	4e quintile
Turquie	98	4e quintile
Tunisie	112	4e quintile
Jordanie*	118	5e quintile (le plus élevé)
Oman	128	5e quintile (le plus élevé)

Source: Susan E. Rice et Stewart Patrick, *Index of State Weakness in the Developing World*, Washington, DC : Brookings Institution, 2008, pp. 39–42, www.brookings.edu/~media/Research/Files/Reports/2008/2/weak%20states%20index/02_weak_states_index.PDF.

*Country case dans l'*Arab Barometer Survey*

Tableau 2 : classement 2009 par ordre de faiblesse des États du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (basé sur un total de 177 pays)

Pays	Classement	Quintile
Irak	6	Alerte
Yémen*	18	Alerte
Liban*	29	Alerte
Iran	38	Alerte
Egypte	43	Mise en garde
Mauritanie	46	Mise en garde
Israël/Cisjordanie*	58	Mise en garde
Algérie*	73	Mise en garde
Turquie	85	Mise en garde
Jordanie*	86	Mise en garde
Arabie saoudite	89	Mise en garde
Maroc*	93	Mise en garde
Libye	112	Mise en garde
Tunisie	121	Mise en garde
Koweït*	125	Mise en garde

Source: "The Failed States Index 2009," Foreign Policy and the Fund for Peace, consulté le 21 février 2013, www.foreign-policy.com/articles/2009/06/22/2009_failed_states_index_interactive_map_and_rankings.

*Country case dans l'*Arab Barometer Survey*

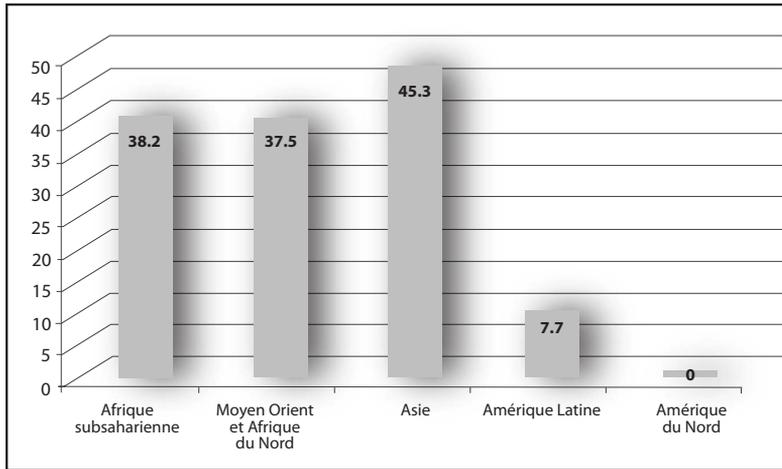


Figure 1 : pourcentage des états ayant connu des crises de faillite, par région, 1998-2003
 Source : Piazza, 2007 ; données recueillies par l'auteur

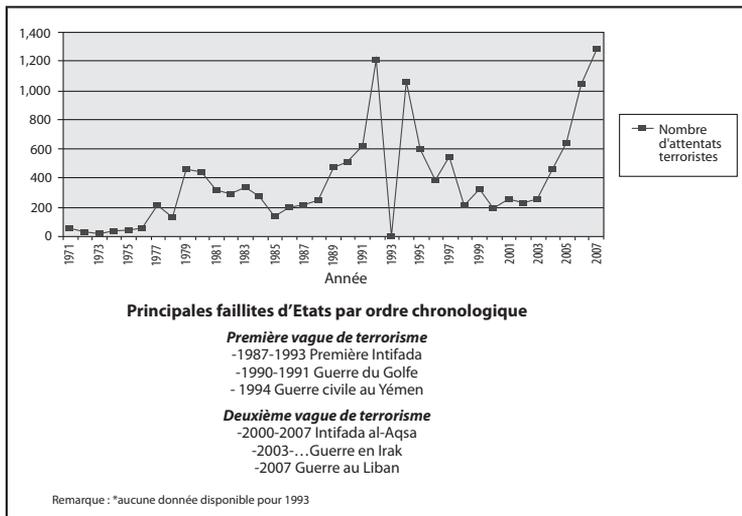


Figure 2 : nombre d'incidents terroristes signalés et incidents majeurs de faillite de l'état au Moyen Orient et au Maghreb, 1977-2007

La figure met en évidence deux vagues de terrorisme, dont la première commença approximativement en 1985 et s'amplifia nettement pendant toute la première Intifada palestinienne jusqu'à la guerre du Golfe puis la guerre civile au Yémen. Le conflit israélo-arabe, qui est au cœur des problèmes de sécurité dans la région, connut une diminution de la violence suscitée par le processus de paix d'Oslo en 1993-2000 et par les négociations de Camp David en 2000 mais la rupture des négociations, suivie de la visite de l'ancien premier ministre israélien Sharon au Mont du Temple, conduisit au déclenchement de la deuxième Intifada et de la deuxième vague de violence politique, qui s'est amplifiée régulièrement avec les guerres au Liban et en Irak. Source : « *Global Terrorism Datatbase* » (Base de données sur le terrorisme international). START. www.start.umd.edu/gtd/. Consultée le 2 février 2010. Données recueillies par l'auteur.

L'absence de l'état sur un territoire non administré est à la racine des rapports entre la faillite de l'état et le terrorisme. Comme de nombreux états de l'Afrique subsaharienne, la région du MOAN comportent de vastes étendues de territoire non administré et ces territoires sont « liés à l'incubation du terrorisme où le gouvernement central est incapable de projeter sa puissance dans des régions importantes du pays contrôlées par des insurgés, des acteurs régionaux [ou des terroristes]¹³ ». Au sein du MOAN, le Yémen, l'Arabie saoudite, l'Algérie et le Liban ont tous accueilli des groupes terroristes tels qu'Al-Qaïda et l'Organisation de libération de la Palestine – OLP sur leurs territoires tribaux et dans leurs régions isolées où l'influence du gouvernement est marginale, sinon totalement absente.

Au-delà des territoires non administrés, la région du MOAN souffre également d'autres éléments cruciaux de la faillite de l'état : une absence de sécurité, une autorité illégitime et corrompue et l'incapacité du gouvernement à fournir des biens et services publics à des segments importants de la population. Combinés, ces facteurs représentent les conditions de la faillite de l'état. On observe toutefois dans la région du MOAN trois autres facteurs qui, bien que n'étant pas particulièrement propres à la région, mais souvent considérés comme d'importantes causes profondes de la violence politique dans la région.

La présente étude examinera également l'impact des facteurs que sont l'autoritarisme, l'absence de développement économique et la domination du radicalisme religieux sur le soutien individuel apporté à la violence. Au Moyen Orient et en Afrique du Nord, ils agissent comme facteurs affectant les rapports entre la violence politique et la faillite de l'état. Comme mentionné précédemment, d'autres études n'ont pas manqué d'examiner ces questions en tant que contributeurs clés au terrorisme dans la région, mais plutôt, ils n'ont pas évalué leur influence collective sur le terrorisme dans le contexte de la faillite de l'état. La section suivante explore cette relation plus en détail. Cependant, il est important de comprendre que les considérations et circonstances culturelles au sein de la région du MOAN rendent la convergence de ces variables aussi cruciale pour notre compréhension de la faillite des états dans cette région et de leur impact majeur sur le soutien idéologique apporté au terrorisme, plus que dans toute autre partie du monde¹⁴.

L'exception moyen-orientale : autoritarisme, développement économique et radicalisme religieux

Absence de démocratie / régime autoritaire

Le Moyen Orient et l'Afrique du Nord constituent une région dominée par des systèmes autoritaires de gouvernement. Des vingt-quatre États de cette région, seuls Israël et la Turquie représentent des États démocratiques traditionnels. Samuel Huntington cite la région comme étant particulièrement réfractaire aux idéaux démocra-

tiques, ce qui est évident étant donné que la région n'a pas encore connu une vague de démocratisation¹⁵. Huntington, comme l'ont fait d'autres chercheurs, a soutenu que l'absence de démocratie dans la région du MOAN peut être attribuée à un ensemble complexe de facteurs, dont le plus significatif est la nature saillante de l'Islam¹⁶.

À l'issue d'une analyse transversale multi variée, M. Steven Fish conclut que l'Islam a des liens solides avec l'autocratie et attribue cette conclusion au rôle subordonné de la femme dans la société du MOAN¹⁷. En revanche, Daniela Donno et Bruce Russett concluent qu'en général, les États arabes ont plus de chances d'être autoritaires que les états islamiques¹⁸. Le débat continue donc à propos de la question de savoir si oui ou non la prédominance des systèmes autocratiques de gouvernement dans la région est due à la culture arabe ou au fait que l'Islam est la religion dominante dans ces pays. Néanmoins, que ce soit l'Islam ou l'Arabisme qui est le moteur de l'autoritarisme, la prédominance de l'autocratie au Moyen Orient a longtemps été considérée comme une cause profonde des conflits dans la région¹⁹. Autrement dit, dans ce type d'états, « les griefs restent ignorés et sont donc autorisés à s'envenimer au point où les citoyens se tournent vers les acteurs extrémistes pour une solution. La nature dictatoriale du régime retarde en outre l'application des vertus publiques de modération et de compromis politiques, qui sont des éléments nécessaires de l'expression politique non violente²⁰ ». Pourtant, malgré les rapports entre l'autoritarisme et les conflits intérieurs, les rapports entre l'autoritarisme et le terrorisme sont moins définis et ne sont pas suffisamment documentés dans le corpus de recherches existant.

Les études existantes ont identifié peu de signes suggérant que l'absence de démocratie et la présence d'un régime autoritaire encouragent le terrorisme²¹. Plusieurs études ont même conclu que les démocraties sont en fait plus propices aux activités terroristes que les états autoritaires²². Ainsi, un facteur important de cette analyse consiste à illustrer que les caractéristiques d'un régime autoritaire qui favorisent les conflits favorisent également le terrorisme. Il est logique de présumer qu'il existe un rapport entre le terrorisme et les formes autocratiques de gouvernement, étant donné les rapports étroits entre les conflits violents et l'autocratie. Par conséquent, le fait que les études existantes n'ont pas pu établir ce rapport illustre les faiblesses de ces analyses et des données utilisées. En utilisant des données d'enquête, le présent article diverge des approches existantes en identifiant les aspects répressifs des états autoritaires qui, dans le contexte de la faiblesse de l'état, encouragent les opinions et attitudes individuelles susceptibles de conduire ensuite à un comportement terroriste. Cette approche révélera que les systèmes autocratiques de gouvernement sont à l'origine du terrorisme lorsqu'ils sont examinés en tant que fonction de la faiblesse de l'état.

Absence de développement économique

Le développement et la diversité économiques ont été largement absents dans la région du MOAN. Compte tenu d'une économie à la merci des ressources naturelles (essentiellement le pétrole), l'aide étrangère et l'envoi de fonds, le développement industriel a pris du retard dans la région²³. La dépendance sur le pétrole joue un rôle

crucial dans la relation entre le terrorisme et la faillite de l'état. Certains chercheurs soulignent la pénurie de ressources comme contributeur majeur aux conflits, par contre un abondant corpus de recherches a trouvé un appui empirique que l'abondance de ressources comme étant un facteur dans la production et la perpétuation des conflits²⁴. Qui plus est, la théorie de l'état rentier appuie cette assertion et la recherche a conclu que les états dépendants de quelques ressources naturelles connaissent une croissance économique lente et ont plus de chances d'être basés sur des régimes politiques autoritaires que les états qui manquent de ressources et/ou ont des économies diversifiées²⁵.

L'absence de développement économique au Moyen Orient et en Afrique du Nord a été souvent citée comme étant le facteur principal à la base de la violence qui prévaut dans la région²⁶. En l'absence d'un système économique inclusif, la région a favorisé des griefs valides parmi un segment de la population en pleine capacité physique et instruit, une jeunesse idéologique qui ne peut pas trouver du travail²⁷. Les rangs des organisations terroristes sont alimentés par ce segment de la population privé de son droit et désabusé. Par conséquent, l'absence de développement économique dans la région a non seulement paralysé ces États, les affaiblissant perpétuellement, et conduit de nombreux jeunes chômeurs à rejoindre des organisations terroristes, mais elle a également permis l'apparition de quelque chose de bien pire. L'absence de développement économique a fourni aux groupes extrémistes du matériel de propagande, ce qui a facilité leurs efforts de recrutement, légitimé leurs actes de terrorisme et encouragé une idéologie basée sur le radicalisme religieux.

Radicalisme religieux

Il ne fait aucun doute que l'Islam radical a ses racines dans la création et la militarisation d'Israël. Certains spécialistes soutiennent toutefois que ce ne fut qu'à la fin de la Guerre des Six Jours, en 1967, que l'Islam radical et les organisations intégristes créant ces idéologies commencèrent à devenir populaires²⁸. La défaite infligée en six jours aux pays arabes par Israël insuffla un sentiment d'humiliation et de désespoir dans la région²⁹. Du à l'échec du socialisme radical dans les années 1950 et 1960 ainsi que des mouvements du panarabisme, les populations du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord, désespérées, voulaient échapper à la domination apparente des idéaux et des valeurs de l'Occident et trouver un mouvement politique efficace, économique et social unique à la culture et à la religion dominante de la région.

L'action des mouvements islamistes radicaux consista à s'adjoindre ou, dans de nombreux cas, à se substituer au gouvernement comme fournisseur de biens économiques et sociaux, ce qui finit par conférer un pouvoir politique à ces groupes. Par conséquent, exploitant une large base d'affiliés parmi les chômeurs ayant un bon niveau d'éducation, déçus par la situation politique et économique dans la région, les Frères Musulman, Fatah, Hamas, ainsi que d'autres groupes islamiques radicaux, ont pu avec succès promouvoir et mettre en œuvre leur programme de violence.

Comme indiqué précédemment, cette étude s'écarte des travaux antérieurs en n'examinant pas simplement l'effet individuel de certains facteurs sur l'apparition du

terrorisme³⁰. Dans le cas d'un radicalisme religieux, rien dans la religion islamique n'explique l'émergence d'un soutien populaire pour les idéologies extrémistes ou, d'ailleurs, au terrorisme. C'est plutôt l'absence de développement économique, couplée à une exposition à l'Islam radical, qui explique le soutien apporté individuellement à la violence politique. Par conséquent, cet article examine ces deux aspects qui caractérisent la défaillance d'un état lors de l'analyse de la méthodologie et des conclusions qui suivent.

État failli : l'hypothèse principale

La principale hypothèse qui guide cette analyse est que les états défaillants et faillis sont des foyers de violence politique, principalement dû à la précarité de la règle de droit dans ces états fragiles et à l'absence totale d'une infrastructure de sécurité capable de surveiller les frontières du territoire. Cependant, les conditions de vie dans les états défaillants et faillis peut aussi conduire des personnes à recourir à des actes de violence comme moyens de réaliser un certain degré de sécurité ainsi que d'acquiescer des ressources politiques et économiques tangibles.

Les états forts apportent un bien public fondamental de base qui manque aux états faibles : la sécurité³¹. Sans sécurité, il est difficile aux états d'offrir des biens de base qui indiquent la stabilité d'un état. Les quatre hypothèses suivantes saisissent les dimensions de faiblesse de ces états.

Bien public de la sécurité

Hypothèse 1 : les personnes qui estiment que l'état n'apporte pas une sécurité personnelle adéquate sont susceptibles de soutenir la violence politique.

Cette hypothèse est fondée sur la notion que les personnes qui ont été victimes d'un acte de violence se tournent vers la violence politique comme un moyen d'obtenir un certain degré de sécurité que l'état n'a pas réussi à pourvoir. Ainsi, ils sont susceptibles de se livrer à des actes de violence contre l'état ou soutiennent des groupes susceptibles de commettre de tels actes tout en assurant toutefois une sécurité improvisée. Ce phénomène particulier est basé sur ce que certains sociologues ont identifié comme le facteur clé contribuant à l'appartenance à un gang. Certaines études ont conclu que les adolescents qui ont été les témoins ou victimes de violence ne croient plus que l'état et son personnel de sécurité soient en mesure de les protéger³². En conséquence, ils recherchent la protection d'autres groupes, tels qu'un gang, même si le gang commet des actes de violence. Kathryn Seifert applique ce comportement cognitif particulier non seulement au recrutement de membres par les gangs mais également à celui des cultes et des organisations terroristes. Elle soutient que l'exposition des adolescents à la guerre et au génocide les conduit, à une plus forte probabilité, à devenir violents et à participer à la violence sociale telle qu'elle est pratiquée par les organisations terroristes³³. Dans la région du MOAN, où les adultes ainsi que les

adolescents sont exposés à la violence, les citoyens acceptent plus volontiers la violence politique que les individus dans les régions où la violence est moins répandue. De toute évidence, l'insécurité personnelle peut potentiellement conduire à l'appui et à la participation à la violence politique.

Présence de l'état

Hypothèse 2 : plus l'état est présent, plus la violence politique est amoindrie

Dans tous les cas connus d'état failli, l'absence d'une influence de celui-ci est exprimée par l'existence d'un territoire non administré ; un espace non administré se caractérise par de vastes étendue à l'intérieur d'un état dans laquelle la règle de droit n'est pas appliquée par le gouvernement central. Ces espaces se trouvent généralement dans des zones rurales qui échappent à l'influence du gouvernement central ou dans des régions montagneuses où le terrain est accidenté³⁴. Un tel espace est une recette pour le désastre. Sans la présence du gouvernement et du personnel de sécurité, les acteurs non étatiques tels que les groupes rebelles, les cellules terroristes, les unités paramilitaires et les insurgés peuvent s'organiser dans ces espaces et s'engager dans des activités illégales et dangereuses sans devoir se préoccuper de la présence du gouvernement central. Étant donné ce que nous savons des territoires non administrés, cette hypothèse émet que plus l'état est présent, moins il est probable que quelqu'un soutienne ou s'engage dans la violence politique.

Autorité de l'état

Hypothèse 3 : plus l'autorité et la légitimité de l'état sont grandes, plus il est douteux qu'une personne soutienne ou prenne part à la violence politique

La logique derrière cette hypothèse est que les responsables d'un état donnent le ton. Si l'autorité de l'état est perçue comme étant corrompue ou comme ayant saisi le pouvoir par des moyens illégitimes, il devient difficile pour l'état de convaincre les citoyens de respecter les lois fondamentales et les règles institutionnelles³⁵. La seule exception est le cas où les responsables de l'état, pour maintenir leur autorité et leur légitimité, ont recours à la violence et à la contrainte plutôt qu'à des institutions qui fonctionnent. Dans ces cas, les états ne maintiennent leur pouvoir et leur autorité que par l'oppression et l'emploi de tactiques répressives. En fin de compte, toutefois, la répression employée par l'état pour soumettre la population ne durera qu'un temps devant la détérioration de la situation due à sa faillite.

Provision de biens publics

Hypothèse 4 : lorsque les citoyens jouissent de biens publics tangibles, ils sont moins susceptibles de soutenir ou de participer à la violence politique.

Une fois la sécurité assurée, l'accessibilité à d'autres biens tangibles tels que des systèmes d'enseignement, de santé, de transport, de distribution de courrier et d'autres services de base deviennent une responsabilité essentielle de l'état³⁶. Lorsque l'état n'assure pas ces services de base, les citoyens doivent rechercher d'autres moyens leur donnant accès à ces biens publics³⁷. Cela peut prendre la forme d'un recours à la violence politique ou d'un soutien apporté à des organisations terroristes et à des groupes d'insurgés dans l'espoir qu'ils réussissent là où l'état a échoué.

Hypothèses complémentaires : facteurs propres au Moyen Orient

Comme indiqué précédemment, cette étude postule que le climat d'état failli engendre la violence politique. Dans le cas de la région du MOAN, certains facteurs culturels qui sont propres à la région coexistent pour créer une situation de faillite de l'état. Ainsi, au-delà des caractéristiques de l'état failli décrites dans la section précédente, il faut examiner trois autres facteurs qui sont à la fois propres et essentiels à la faiblesse de la région du MOAN.

Prééminence de l'autocratie

Hypothèse 5 : compte tenu de la présence de gouvernance autocratique, les citoyens de ces États sont plus enclins à participer et à soutenir la violence politique.

Manque de développement économique

Hypothèse 6 : lorsque les citoyens perçoivent leurs états comme étant en retard dans le développement économique, ils sont plus susceptibles de participer et de soutenir la violence politique.

Radicalisme religieux

Hypothèse 7 : étant donné la prééminence et l'acceptation d'une idéologie religieuse radicale largement répandue, les citoyens exposés à ces idéaux dans leurs états sont plus enclins à participer et à soutenir la violence politique.

Cet article postule qu'en plus du manque de biens publics de sécurité, de l'absence de l'état, de l'affaiblissement de l'autorité de l'état et de la carence de provision de biens publics, dans la région du MOAN la fréquence d'états faillis est également dû à la domination des régimes autocratiques, à l'absence de développement économique et à la présence d'un radicalisme religieux. Comme le montrent les modèles

statistiques, ces facteurs se combinent pour créer un climat de faillite d'état dans la région. En conséquence, cette situation encourage les citoyens à soutenir et à s'engager dans la violence politique afin d'arracher des concessions politiques et économiques à l'état.

Données et méthodologie

Les données utilisées dans cette analyse proviennent de l'enquête de *Arab Barometer Survey* qui collationne des données recueillies dans sept pays de la région MOAN, dans chacun desquels de 750 à 1.300 personnes en âge de voter sont interrogées. Dans chaque pays, les données furent recueillies par voie d'entretiens directs et de diverses méthodes de collecte de données. En Algérie, au Maroc et au Koweït, l'enquête employa un échantillon aléatoire représentatif dans lequel les quotas d'âge, de niveau de scolarité et de sexe étaient basés sur le recensement le plus récent. En Jordanie, un échantillon de cent groupes fut sélectionné au hasard à partir de l'échantillon directeur et ces groupes furent organisés d'après le nombre de familles et l'implantation géographique de ces familles afin de garantir une représentation adéquate. Au Liban, un échantillon représentatif à l'échelle nationale fut établi à partir d'un cadre maître d'échantillons élaboré par *Statistics Lebanon*³⁸. Au Yémen, un échantillon représentatif à l'échelle nationale fut également établi, mais en plusieurs étapes, proportionnellement à la population des vingt et un gouvernorats yéménites. Enfin, en Palestine, une méthode de sondage à trois degrés fut utilisée pour établir un échantillon basé sur le recensement national le plus récent.

Variables dépendantes

Deux variables dépendantes mesurent le concept de « soutien apporté à la violence politique ». Ces variables saisissent ensemble les attitudes individuelles à l'égard de l'emploi de la violence politique comme outil légitime pour obtenir des biens tangibles ou des concessions de l'état.

Variable dépendante 1 : violence politique. La première mesure de la violence politique est basée sur la question suivante posée dans l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question (Variable = Violence1a-Violence1e) : « Pensez-vous que les opérations suivantes sont des opérations terroristes ou pas³⁹ ? »

Opérations	Terroriste	Non terroriste	Pas entendu parler	Sans opinion / ne sais pas lire	Refus de répondre
Explosions dans des hôtels d'Amman	1	2	3	8	9
Explosions en Egypte (Charm el Cheik/Dahab)					
Explosions dans le métro de Londres					
Explosions dans un train à Madrid					
Explosions à Casablanca (Maroc)					

Afin d'évaluer le modèle, je mets la valeur « 1 » à zéro, la valeur « 2 » à un et je code les valeurs restantes comme données manquantes pour chaque incident. La raison pour laquelle j'ai éliminé ces valeurs est que je ne m'intéresse qu'aux personnes interrogées qui sont en faveur du recours à la violence comparées à celles qui ne le sont pas. Je ne connais pas les motivations de celles qui n'ont pas de réponse, n'ont pas entendu parler des incidents ou ont refusé de répondre ; ces informations me sont donc inutiles.

Étant donné la définition que la présente étude donne du terrorisme, les incidents énumérés ci-dessus représentent des actes de violence politique, la raison de mon codage de variable de cette manière est donc que, si une personne interrogée ne considère pas ces événements comme des actes de terrorisme, j'en déduis que c'est parce qu'elle soutient ces actions et le recours à la violence. La transformation de la variable me permet de déterminer les dimensions de l'état failli qui augmentent les chances d'un soutien individuel apporté à l'emploi de la violence politique. La valeur « 1 » indique que la personne interrogée estime que les incidents cités n'étaient pas des actes de terrorisme et approuve ainsi l'emploi de ce type de violence, alors que la valeur « 0 » indique que la personne interrogée estime que les incidents cités étaient des actes de terrorisme et ne soutient pas l'emploi de ce type de violence.

Variable dépendante 2 : violence politique. La deuxième mesure de la violence politique est basée sur la question suivante posée dans l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question (Variable = Violence3) : « À votre avis, les groupes armés ont-ils raison d'attaquer des civils en Irak pour résister à l'occupation américaine? »

Codes de valeurs : 1 = Tout à fait d'accord, 2 = D'accord, 3 = Pas d'accord, 4 = Pas du tout d'accord, 8 = Pas d'opinion/ne sais pas lire, 9 = Refus de répondre/ne sais pas lire⁴⁰

Afin d'évaluer le modèle, j'ai mis les valeurs « 1 » et « 2 » à un, les valeurs « 3 » et « 4 » à zéro et codé les valeurs restantes comme données manquantes. Aux yeux de la plupart des gens, l'emploi de la violence armée contre des civils dans le but de faire une déclaration politique ou d'arracher certaines concessions au gouvernement est considéré comme un acte de terrorisme. Par conséquent, cette variable, plus que les deux autres variables dépendantes, représente une claire indication quant à savoir si oui ou non la personne interrogée approuve le recours à la violence politique. La transformation de cette variable me laisse avec une mesure de la violence politique où, si la personne interrogée accepte cette formulation, on en déduit qu'elle soutient l'emploi d'actes de violence politique et ; si elle la rejette, on en déduit qu'elle n'approuve pas le recours à la violence politique.

Avant d'examiner la variable explicative, deux points doivent être soulignés à propos des mesures de substitution à la violence politique. Le premier est qu'à aucun moment ces mesures n'indiquent si une personne interrogée soutient le recours à la violence politique contre son propre gouvernement, en fait c'est exactement l'inverse, alors que la deuxième question mentionne les actes terroristes contre l'occupation américaine en Irak. Il est par conséquent fort probable que certaines des personnes interrogées puissent soutenir le recours à la violence politique contre les États-Unis mais pas contre leur propre état. Je reconnais les problèmes qui accompagnent l'utilisation de ces variables comme mesures de la violence politique contre l'état natal d'une personne interrogée, ce qui soulève mon deuxième point.

La bibliographie sur la violence politique dans la région du MOAN conclut que les attitudes négatives des populations envers l'Occident, les États-Unis en particulier, sont souvent en corrélation avec la dissatisfaction avec leur propre gouvernement : « Un sentiment constant d'humiliation causé par le soutien étranger caché et direct apporté à des régimes répressifs, ainsi que l'intervention étrangère directe, a laissé beaucoup de gens [du MOAN] déçus par leur propre gouvernement, ainsi que par ceux des principales puissances occidentales⁴¹ ». Le soutien apporté au terrorisme contre les États-Unis ou tout autre état de la région du MOAN, devrait impliquer le soutien apporté par une personne interrogée au recours à la violence politique contre son propre état.

Le Tableau 3 et la Figure 3 appuient cette argumentation. L'analyse de corrélation de Pearson (tableau 3) révèle qu'il existe une forte corrélation entre les deux mesures de la violence politique. Bien que le coefficient obtenu pour la variable qui fait intervenir la violence terroriste contre les États-Unis, indique des relations plus lâches avec les autres concepts hypothétiques, ces relations restent statistiquement significatives. En outre, la Figure 3 appuie les conclusions de l'analyse de corrélation. Le pourcentage de personnes interrogées qui considèrent les incidents de violence comme des actes terroristes est en accord avec mon argumentation et notre compréhension de la nature du terrorisme. Les actes de violence commis contre des cibles moyen-orientales ou nord-africaines et contre des cibles civiles dans d'autres pays sont considérés en très grande majorité comme des actes terroristes par les personnes interrogées.

Tableau 3 : Corrélation de Pearson pour des mesures de la violence politique

Variables	1	2	3	4	5	6	7
1. Explosions dans des hôtels d'Amman	----	----	----	----	----	----	----
2. Explosions en Egypte (Charm el Cheik// Dahab)	0,6704***	----	----	----	----	----	----
3. Explosions dans le métro de Londres	0,559***	0,5811***	----	----	----	----	----
4. Explosions dans un train à Madrid	0,4677***	0,5712***	0,9125***	----	----	----	----
5. Explosions à Casablanca (Maroc)	0,6305***	0,7085***	0,6525***	0,6692***	----	----	----
6. Les groupes armés ont de bonnes raisons de s'attaquer à des civils en Irak dans le but de résister à l'occupation américaine	0,1045***	0,1054***	0,0935***	0,0993***	0,1015***	0,1668***	----

Note : ***p <0,01 pour test bilatéral⁴²

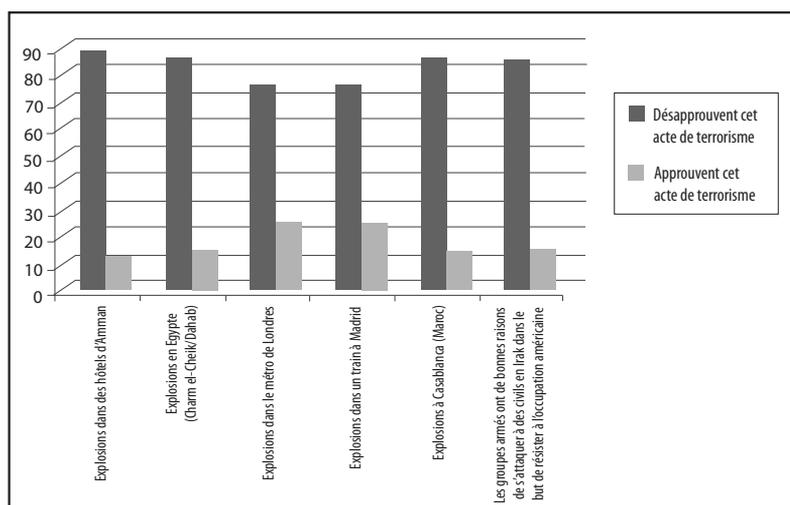


Figure 3 : pourcentage de personnes interrogées soutenant le recours à la violence politique

Les conclusions à tirer du Tableau 3 et de la Figure 3 appuient mon assertion selon laquelle les attitudes négatives à l'égard de l'Occident sont également en corrélation avec le mécontentement que les personnes interrogées éprouvent vis-à-vis de leur propre gouvernement. Par conséquent, pour les besoins de la présente étude, quelle que soit la région où l'incident terroriste s'est produit, la notion qui veut qu'une personne approuve le recours à ce type de violence devrait impliquer qu'elle soutient l'emploi de la violence politique en général. Il y a ainsi une forte probabilité qu'elle soutient également le recours à ce type de violence contre son propre état.

Variables explicatives

Le bien public de la sécurité : La première variable explicative est basée sur une seule mesure du bien public de sécurité et saisit les opinions individuelles en termes de sécurité ressentie. Je soutiens que, si une insécurité personnelle est fortement ressentie, les populations ont plus de chances de soutenir le recours à la violence politique contre les états faillis qui ne les ont pas protégées mais également de soutenir des groupes qui s'engagent dans la violence politique parce que ceux-ci leur offrent souvent leur protection.

La mesure du bien public de sécurité est basée sur la question suivante dans l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question 1 (Variable = Sécurité 1) : « En règle générale, à quel point est-il sûr de vivre dans ce(tte) (grande ville/petite ville/village) ? »

Valeurs : 1 = Très sûr, 2 = Sûr, 3 = Dangereux, 4 = Très dangereux, 8 = Pas d'opinion/ne sais pas lire, 9 = Refus de répondre/ne sais pas lire⁴³

Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes pour les deux variables. En éliminant ces valeurs, il reste une échelle qui indique une augmentation de l'insécurité perçue. Étant donné la mesure de cette variable explicative, un coefficient positif indique que plus l'insécurité perçue est élevée, plus une personne interrogée a de chance de soutenir le recours à la violence politique.

La présence de l'état : La deuxième variable explicative, c'est-à-dire la présence de l'état, est basée sur une seule mesure à cinq dimensions. Les dimensions de cette variable saisissent ensemble les opinions des personnes interrogées quant à la facilité avec laquelle elles communiquent avec leur gouvernement et en reçoivent des services. Plus le gouvernement est visible et accessible, plus il y a de chances qu'il soit présent. De même, moins le gouvernement est visible et accessible, plus il y a de chances que l'état soit absent dans la région où vit la personne interrogée, ce qui laisserait entendre la présence d'un territoire non administré où les groupes terroristes ont tendance à être florissants.

Les mesures de la présence de l'état sont basées sur les questions suivantes de l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question 1 (Variable = Présence1-Présence5) : « D'après votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile d'obtenir des services administratifs ou sociaux du gouvernement⁴⁴ ? »

Service	Très facile	Facile	Difficile	Très difficile	Jamais essayé	Sans opinion	Refus de répondre
1. Une pièce d'identité (extrait d'acte de naissance, permis de conduire, passeport)	1	2	3	4	5	8	9
2. Inscription d'un enfant dans une école primaire publique							
3. Soins médicaux dans une clinique voisine							
4. Aide de la police en cas de besoin							
5. Accès aux personnes ou institutions compétentes pour déposer une plainte de violation de droits							

Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes pour les cinq variables. En éliminant ces valeurs, il reste une échelle qui indique l'absence perçue de l'état. Je recode les variables de façon à inverser l'échelle, dans laquelle « 5 = jamais essayé » devient zéro, « 4 = très difficile » devient 1, « 3 = difficile » devient 2, « facile = 2 » devient 3 et « très facile = 1 » devient 4. J'inverse l'échelle parce que je ne veux pas abandonner la valeur « 5 = jamais essayé ». Dans certains cas, les membres de l'aristocratie qui ont les moyens d'obtenir ces services auprès de sources privées ne compteraient pas sur le gouvernement pour leur offrir ces services. Par conséquent, cela ne veut pas dire que le gouvernement est absent ou inaccessible mais que ces personnes s'adressent ailleurs. De même, les personnes d'un statut économique inférieur peuvent avoir besoin de ces services mais font preuve d'apathie à l'égard du gouvernement et de sa capacité de leur offrir ces services. Ne connaissant pas les motivations derrière les raisons pour lesquelles quelqu'un n'essaie pas d'obtenir ces services du gouvernement, je ne peux éliminer cette valeur. Si je le faisais, je perdrais des informations. Après recodage de cette variable, il me reste une échelle qui indique la présence perçue de l'état. Étant donné la mesure de cette variable et mon hypothèse, un coefficient négatif indiquerait que l'absence perçue de l'état augmente les chances qu'une personne interrogée soutienne le recours à la violence politique.

L'autorité de l'état : La troisième valeur explicative, l'autorité de l'état, est basée sur trois mesures qui saisissent ensemble les opinions des personnes interrogées concernant leur confiance dans le gouvernement et leur croyance en la légitimité de celui-ci. Si l'autorité de l'état est perçue comme corrompue et indigne de confiance, il est difficile pour celui-ci de convaincre les citoyens de respecter la loi et les règles

institutionnelles établies par le gouvernement. L'absence d'autorité de l'état encourage ainsi les citoyens à s'engager dans la violence politique comme moyen de protestation contre le gouvernement corrompu et illégitime. Les mesures de l'autorité de l'état sont basées sur les questions suivantes de l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question 1 (Variable = Confiance1-Confiance5) : « Pour chaque institution, veuillez me dire à quel point vous avez confiance en elle. Est-ce une grande confiance, une certaine confiance, une confiance limitée ou absolument aucune confiance⁴⁵ ? »

Institution	Une grande confiance	Une certaine confiance	Une confiance limitée	Absolument aucune confiance	Sans opinion	Refus de répondre
1. Premier Ministre	1	2	3	4	8	9
2. Tribunaux						
3. Parlement						
4. Police						
5. Partis politiques						

Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes. En éliminant ces valeurs, il me reste une échelle qui indique un plus grand manque perçu de confiance dans les fonctionnaires qui représentent l'état. Étant donné la mesure de ces variables indépendantes et mon hypothèse, un coefficient positif indiquerait que le manque perçu de confiance dans le gouvernement augmente les chances qu'une personne interrogée soutienne le recours à la violence politique.

Question 2 (Variable = Légitimité1) : « Dans l'ensemble, comment évalueriez-vous la liberté et l'honnêteté des dernières élections générales qui se sont déroulées en [nom du pays] ? Furent-elles : »

Codes de valeurs : 1 = Complètement libres et honnêtes, 2 = Libres et honnêtes mais avec des problèmes mineurs, 3 = Libres et honnêtes mais avec des problèmes majeurs, 4 = Ni libres ni honnêtes, 8 = Sans opinion/ ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ ne lit pas ⁴⁶

Question 3 (Variable = Corruption1) : « Voici quelques assertions décrivant le degré de généralisation de la corruption et de l'acceptation de pots-de-vin dans tous les secteurs de [nom du pays]. Laquelle des assertions qui suivent reflète-t-elle le mieux votre propre opinion ? »

Codes de valeurs : 1 = Presque personne n'est impliqué dans la corruption ou l'acceptation de pots-de-vin, 2 = Peu de fonctionnaires sont corrompus, 3 = La plupart des fonctionnaires sont corrompus, 4 = Presque tout le monde est corrompu, 8 = Sans opinion/ ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ ne lit pas ⁴⁷

Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes pour les variables *Légitimité1* et *Corruption1*. En éliminant ces valeurs, il me reste une échelle qui indique un accroissement de la présence perçue de la corruption chez les élus (*Corruption1*) et l'absence de légitimité du gouvernement (*Légitimité1*). Étant donné la mesure de ces variables indépendantes et mon hypothèse, un coefficient positif indiquerait que la présence perçue de la corruption du gouvernement et l'absence de légitimité de celui-ci augmentent les chances qu'une personne interrogée soutienne le recours à la violence politique.

La provision de biens publics : la quatrième variable explicative, la provision de biens publics est basée sur une seule évaluation indirecte qui saisit les opinions individuelles concernant la capacité de l'état d'apporter aux citoyens les services publics et sociaux essentiels. Un état qui ne peut et/ou ne veut pas offrir des biens et services publics, sera perçu comme affaibli par ses citoyens, qui ont alors plus de chances de recourir à d'autres moyens, dont le principal est la violence politique, pour obtenir ces biens essentiels. À l'appui de notre hypothèse, un état qui n'offre pas les services publics essentiels à ses citoyens les encourage à s'engager dans la violence politique ou à soutenir son emploi comme méthode d'accès à ces biens et services.

La mesure de la provision de biens publics est basée sur la question suivante de l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question 1 (variable = Biens1) : « Êtes-vous d'accord avec l'assertion suivante : le gouvernement fait de son mieux pour fournir aux citoyens tous les services dont ils ont besoin. »

Codes de valeurs : 1 = Pas du tout d'accord, 2 = Pas d'accord, 3 = D'accord, 4 = Tout à fait d'accord, 8 = Sans opinion/ ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ ne lit pas⁴⁸

Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes. En éliminant ces valeurs, il me reste une échelle qui indique la capacité croissante du gouvernement d'offrir aux citoyens les services publics nécessaires. Étant donné la mesure de cette variable et mon hypothèse, un coefficient négatif indiquerait que l'incapacité perçue du gouvernement d'offrir aux citoyens des biens et services publics augmente les chances qu'une personne interrogée soutienne le recours à la violence politique.

Prééminence de l'autocratie : la cinquième variable explicative, la prédominance de l'autocratie dans la région, est basée sur deux évaluations indirectes qui saisissent les opinions des personnes interrogées concernant leur conviction que l'autoritarisme est le problème le plus important auquel est confronté leur pays. Ceux qui déclarent que la prééminence de l'autoritarisme dans leur pays est le problème le plus important (ou le deuxième plus important) qui se présente à leur état, ont des chances d'éprouver des sentiments et attitudes négatifs envers la nature répressive des états autoritaires. Par conséquent, ceux qui considèrent l'autoritarisme comme un problème majeur dans leur état ont plus de chances de soutenir le recours à la violence politique contre

l'état que ceux qui ne considèrent pas l'autoritarisme comme un problème majeur pour leur nation.

La mesure de la prééminence de l'autocratie est basée sur la question suivante de l'enquête *Arab Barometer Survey*⁴⁹ :

Question 1 (variable = Autocratie1) : « À votre avis, lequel des problèmes suivants est le plus important présenté aujourd'hui à [nom du pays] ? »

Codes de valeurs : 1 = Situation économique, 2 = Corruption, 3 = *Autoritarisme*, 4 = Fin de l'occupation américaine en Irak, 5 = Conflit israélo-arabe, 8 = Sans opinion/ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ne lit pas⁵⁰

Question 1 (variable = Autocratie2) : « À votre avis, lequel des problèmes suivants est le *deuxième* plus important présenté aujourd'hui à [nom du pays] ? »

Codes de valeurs : 1 = Situation économique, 2 = Corruption, 3 = *Autoritarisme*, 4 = Fin de l'occupation américaine en Irak, 5 = Conflit israélo-arabe, 8 = Sans opinion/ ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ ne lit pas⁵¹

Afin d'évaluer le modèle, je recode la valeur « 3 = Autoritarisme » à un, toutes les autres à zéro et celles de « 8 » et « 9 » comme données manquantes. La nouvelle structure de codage me laisse une mesure dichotomique qui me permet d'isoler les personnes qui considèrent l'autoritarisme comme un problème majeur dans leur état. Étant donné la mesure de cette variable et mon hypothèse, un coefficient positif indiquerait les personnes qui considèrent l'autoritarisme comme un problème majeur dans leur pays et ont plus de chances de soutenir le recours à la violence politique.

Manque de développement économique : La sixième variable explicative, l'absence de développement économique dans la région, est basée sur deux évaluations indicatives qui saisissent les opinions des personnes concernant leur conviction que l'absence de développement économique est le problème le plus important présenté à leur pays et que les conditions économiques dans leur pays sont mauvaises. La mesure de l'absence de développement économique est basée sur les questions suivantes de l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question 1 (variable = DévEcon1) : « À votre avis, lequel des problèmes suivants est le plus important présenté à [nom du pays] ? »

Codes de valeurs : 1 = *Situation économique*, 2 = Corruption, 3 = Autoritarisme, 4=Fin de l'occupation américaine en Irak, 5 = Conflit israélo-arabe, 8 = Sans opinion/ ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ne lit pas⁵²

Question 1 (variable = DévEcon2) : « Comment évalueriez-vous la situation économique générale actuelle dans [nom du pays] ? »

Codes de valeurs : 1 = Très bonne, 2 = Bonne, 3 = Mauvaise, 4 = Très mauvaise, 8 = Sans opinion/ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ ne lit pas⁵³

Pour la variable, *DévEcon1*, je maintiens le codage original pour la valeur « 1 = Situation économique ». Je recode toutes les autres valeurs et les mets à zéro et code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes. La nouvelle structure de codage me laisse avec une mesure dichotomique qui me permet d'isoler les personnes qui considèrent la situation économique dans leur pays comme un problème majeur. Étant donné la mesure de cette variable et mon hypothèse, un coefficient positif indiquerait que les personnes qui considèrent la situation économique comme le pro-

blème le plus important présenté à leur pays ont plus de chances de soutenir le recours à la violence politique.

Pour la variable, *DévEcon2*, je code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes. En éliminant ces valeurs, il me reste une échelle qui indique le mécontentement croissant devant la situation économique dans le pays d'une personne interrogée. Étant donné la mesure de cette variable et mon hypothèse, un coefficient positif indiquerait que l'incapacité perçue du gouvernement de gérer convenablement la situation économique dans le pays d'une personne interrogée augmente les chances que cette dernière soutienne le recours à la violence politique.

Radicalisme religieux: Comme indiqué dans l'argumentation théorique examinée au début du présent article et dans les conclusions des recherches antérieures, la domination des idéologies de l'Islam radical ont contribué aux conflits intra-étatiques dans la région. Par conséquent, la septième variable explicative, la présence du radicalisme religieux dans la région, est basée sur deux évaluations indirectes destinées à saisir les interprétations extrémistes de la doctrine religieuse. Les opinions islamiques radicales ne suffisent pas à expliquer la violence politique au Moyen Orient et en Afrique du Nord, ce qui explique pourquoi, en plus d'évaluer cette variable en tant que facteur indépendant dans le modèle, j'établis également une relation entre elle et les mesures de l'autoritarisme et de l'absence de développement économique. L'Islam radical n'a réussi à se propager qu'à cause de l'absence de développement politique et économique dans la région. Je m'attends par conséquent à découvrir que ceux qui considèrent l'autoritarisme et l'absence de développement économique comme problèmes majeurs dans leur état, seront également des tenants des idéologies islamiques radicales. Dans un climat politique répressif et de mauvaises conditions économiques, les terroristes sont capables de manipuler la ferveur religieuse et ainsi de promouvoir avec succès le soutien apporté au recours à la violence politique contre état.

La mesure radicalisme religieux est basée sur les questions suivantes de l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question 1 (variable = Religion1) : « À votre avis, quelle est l'importance du principe suivant en tant que guide pour légiférer dans votre pays : le gouvernement devrait n'appliquer que les lois de la charia. »

Codes de valeurs : 1 = Tout à fait d'accord, 2 = D'accord, 3 = Pas d'accord, 4 = Pas du tout d'accord, 8 = Sans opinion/ ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ ne lit pas⁵⁴

Question 2 (variable = Religion2) : « Aujourd'hui, comme par le passé, les érudits et juristes musulmans ne sont parfois pas d'accord à propos de l'interprétation correcte de l'Islam en réaction aux questions actuelles. En ce qui concerne l'assertion suivante, veuillez indiquer si vous êtes tout à fait d'accord, d'accord, en désaccord ou en désaccord total avec l'interprétation de l'Islam présentée : si un Musulman se convertit à une autre religion, sa punition doit être l'exécution. »

Codes de valeurs : 1 = Tout à fait d'accord, 2 = D'accord, 3 = Pas d'accord, 4 = Pas du tout d'accord, 8 = Sans opinion/ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ne lit pas⁵⁵

Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes. En éliminant ces valeurs, il me reste une échelle qui indique une baisse du soutien accordé aux idéaux de l'Islamisme radical au fur et à mesure que l'on monte

dans l'échelle. Étant donné la mesure de cette variable et mon hypothèse, un coefficient négatif indiquerait que plus le soutien apporté aux idéologies islamiques radicales est élevé, plus il y a de chances qu'une personne interrogée soutienne le recours à la violence politique.

Contrôles

Je rends opérationnelles une série de variables de contrôle qui saisissent les conditions socioéconomiques des personnes interrogées. Parmi celles-ci figurent les variables, le niveau de scolarité, le statut professionnel, l'âge et le sexe. Ces variables servent d'indicateurs appropriés de la position socioéconomique d'un habitant de ce pays et sont incluses dans le modèle pour contrôler leur influence sur les rapports entre les conditions indépendantes sélectionnées et la violence politique. Voir l'Annexe pour une description des variables de contrôle et leur mesure. Le tableau 4 décrit chacun de ces variables inclus dans l'analyse.

Tableau 4 : Liste des noms de variable et description des concepts mesurés

Nom de variable	Concept d'indicateur
Violence1a-Violence1e	Mesure la violence-politique Indique que la personne interrogée ne croit pas que les incidents qui suivent sont des attentats terroristes : - Explosions dans des hôtels d'Amman - Explosions en Egypte - Explosions dans le métro de Londres - Explosions dans un train à Madrid - Explosions à Casablanca
Violence2	Mesure la violence politique Indique que les personnes interrogées croient que les groupes armés ont raison de s'attaquer aux civils en Irak afin de résister à l'occupation américaine
Securité1	Niveau de sécurité ressenti
Présence1-Présence 5	Aise ou difficulté avec laquelle les citoyens peuvent obtenir les services suivants du gouvernement - Pièce d'identité - Inscription d'un enfant dans une école publique - Soins médicaux dans une clinique proche - Aide de la police en cas de besoin - Accès au gouvernement afin de déposer une plainte en cas de violation de droits
Confiance1	Mesure l'autorité de l'État - Confiance dans le Premier Ministre
Confiance2	Mesure l'autorité de l'État - Confiance dans les tribunaux
Confiance3	Mesure l'autorité de l'État - Confiance dans le parlement
Confiance4	Mesure l'autorité de l'État - Confiance dans la police
Confiance5	Mesure l'autorité de l'État - Confiance dans les partis politiques
Légitimité1	Mesure l'autorité de l'État - Indique l'évaluation de la liberté et de l'honnêteté des dernières élections générales.

Tableau 4 : Liste des noms de variable et description des concepts mesurés (continué)

Corruption1	Mesure l'autorité de l'État - Indique une corruption généralisée dans tous les secteurs du pays de la personne interrogée.
Biens1	Le gouvernement fait de son mieux pour offrir des services sociaux
Autocratie1	L'autoritarisme est le problème le plus important auquel leur État est confronté
Autocratie2	L'autoritarisme est le deuxième problème le plus important auquel leur État est confronté
DévEcon1	La situation économique dans les nations des personnes interrogées est le problème le plus important auquel est confronté l'État
DévEcon2	La situation économique générale actuelle dans l'État est mauvaise.
Religion1	Le gouvernement ne devrait appliquer que les lois de la charia
Religion2	Si un Musulman se convertit à une autre religion
Éducation	Niveau de scolarité le plus élevé de la personne interrogée
Sexe	Sexe
Profession	Statut professionnel de la personne interrogée
Âge	Âge de la personne interrogée

Modèles

Je mène une analyse transversale à l'aide d'une régression logistique afin de déterminer quelles dimensions de la faillite de l'état accroissent la probabilité d'un soutien individuel apporté au recours à la violence politique dans les cas des pays sélectionnés. Afin de tester mes hypothèses, j'évalue deux modèles logiques. Le premier indique le soutien apporté par les personnes interrogées à l'emploi de la violence politique et inclut les variables que j'identifie comme caractéristiques de la faillite de l'état, ainsi que les trois variables que sont la prépondérance de l'autocratie, l'absence de développement économique et le radicalisme religieux (voir la Figure 4). Le deuxième modèle logique que j'évalue (voir la Figure 5) est comparable à celui de la Figure 4, à la seule différence que le modèle de la Figure 5 incorpore les interactions entre le radicalisme religieux, l'autoritarisme et le développement économique.

$$\begin{aligned}
 \text{Modèle1} = \ln \left(\frac{p_i(\text{violence})}{1 - p_i(\text{violence})} \right) = & \beta_0 + \beta_1 \text{Sécurité} + \beta_2 \text{PrésenceEtat} + \beta_3 \text{AutoritéEtat} + \\
 & \beta_4 \text{LégitimitéEtat} + \beta_5 \text{ServicesPublics} + \beta_6 \text{Autoritarisme} + \beta_7 \text{Religion} + \beta_8 \text{DévEcon} + \\
 & \beta_9 \text{Profession} + \beta_{10} \text{Education} + \beta_{11} \text{Age} + \beta_{12} \text{Sexe} + e
 \end{aligned}$$

Figure: 4: modèle d'un état failli avec les mesures propres à la région du MOAN autoritarisme, radicalisme religieux et développement économique

$$\text{Modèle2} = \ln\left(\frac{p_i(\text{violence})}{1 - p_i(\text{violence})}\right) = \beta_0 + \beta_1 \text{Sécurité} + \beta_2 \text{PrésenceEtat} + \beta_3 \text{AutoritéEtat} + \beta_4 \text{LégitimitéEtat} + \beta_5 \text{ServicesPublics} + \beta_6 \text{Autoritarisme} + \beta_7 \text{Religion} + \beta_8 \text{DévEcon} + \beta_9 \text{Profession} + \beta_{10} \text{Education} + \beta_{11} \text{Age} + \beta_{12} \text{Sexe} + \beta_{13} \text{Autoritarisme} * \text{Religion} + \beta_{14} \text{Religion} * \text{DévEcon} + \beta_{15} \text{Autoritarisme} * \text{DévEcon} + e$$

Figure 5 : modèle d'un état failli avec les mesures propres à la région du MOAN : autoritarisme, radicalisme religieux et développement économique, y compris les interactions

Résultats

Le Tableau 5 présente le modèle logit binaire pour le modèle qui indique la probabilité du soutien apporté par une personne interrogée à l'emploi de la violence politique. Les résultats obtenus avec le modèle du Tableau 5 révèlent que les variables qui saisissent le concept de faillite de l'état et sont mesurées par l'absence du bien public de sécurité, celle de l'état, l'absence perçue de la légitimité de l'autorité de l'état parmi les citoyens, l'absence de confiance dans l'autorité de l'état exprimée par les citoyens et l'absence des biens publics essentiels ont toutes une influence sur la décision que prend un individu de soutenir le recours au terrorisme.

Tableau 5: modèle logit binaire du soutien apporté à la violence politique

Variable	Violence1a-Amman	Violence1b-Egypte	Violence1c-Londres	Violence1d-Madrid	Violence1e-Casablanca	Violence2	Violence3
Sécurité1	0,227 (0,157)	0,352** (0,166)	0,302** (0,132)	0,184 (0,134)	0,158 (0,171)	0,105 (0,091)	-0,058 (0,124)
Présence1	0,079 (0,112)	0,035 (0,118)	0,019 (0,093)	0,112 (0,095)	-0,053 (0,122)	-0,112* (0,058)	-0,168** (0,078)
Présence2	0,103 (0,091)	-0,069 (0,088)	0,042 (0,070)	0,025 (0,070)	-0,086 (0,092)	0,046 (0,044)	-0,051 (0,061)
Présence3	0,146 (0,114)	0,091 (0,118)	-0,013 (0,088)	-0,011 (0,089)	0,088 (0,122)	-0,055 (0,055)	0,154 (0,075)
Présence4	-0,178* (0,099)	-0,155 (0,106)	-0,048 (0,077)	-0,082 (0,078)	0,012 (0,109)	0,082 (0,055)	-0,025 (0,075)
Présence5	0,005 (0,115)	-0,041 (0,123)	-0,131 (0,087)	-0,085 (0,087)	-0,153 (0,118)	0,001 (0,055)	0,210 (0,072)
Confiance1	0,035 (0,128)	0,161 (0,132)	0,021 (0,098)	-0,097 (0,099)	-0,042 (0,134)	0,180** (0,062)	0,144* (0,084)
Confiance2	0,364** (0,137)	0,056 (0,136)	0,129 (0,104)	0,082 (0,109)	-0,100 (0,142)	-0,304*** (0,070)	0,025 (0,096)
Confiance3	0,137 (0,136)	-0,196 (0,132)	0,188* (0,103)	0,278** (0,104)	-0,045 (0,138)	0,122** (0,059)	0,034 (0,079)
Confiance4	0,439*** (0,126)	,681*** (0,130)	-0,056 (0,098)	-0,004 (0,102)	0,434*** (0,132)	-0,020 (0,064)	-0,130 (0,089)
Confiance5	0,001 (0,126)	0,026 (0,125)	-0,032 (0,094)	-0,162* (0,095)	-0,124 (0,124)	-0,158** (0,059)	-0,331*** (0,077)
Légitimité1	0,303** (0,109)	0,037 (0,108)	0,057 (0,084)	0,056 (0,085)	0,331** (0,115)	0,006 (0,053)	0,002 (0,071)
Corruption1	0,161 (0,151)	0,357** (0,158)	0,286** (0,115)	0,381*** (0,116)	0,099 (0,156)	-0,029 (0,075)	0,168* (0,096)
Biens1	-0,055 (0,110)	0,126 (0,120)	-0,153 (0,094)	-0,094 (0,096)	0,015 (0,130)	0,014 (0,065)	-0,180** (0,087)
Autocratie1	0,099 (,509)	-0,045 (0,485)	0,394 (0,361)	0,019 (0,391)	0,455 (0,467)	-,544** (0,232)	-0,215 (0,343)
Autocratie2	-0,115 (0,412)	0,307 (0,365)	-0,114 (0,294)	-0,477 (0,321)	-0,343 (0,449)	-0,595*** (0,172)	-0,196 (0,235)

Tableau 5: modèle logit binaire du soutien apporté à la violence politique (continué)

DévEcon1	0,701*** (0,219)	-0,106 (0,215)	0,254 (0,174)	0,215 (0,177)	0,152 (0,228)	-0,314** (0,117)	0,012 (0,155)
DévEcon2	-0,255* (0,144)	-0,279* (0,150)	-0,309** (0,109)	-0,260** (0,110)	-0,199 (0,150)	0,060 (0,073)	-0,022 (0,092)
Religion1	-0,496*** (0,127)	-0,405** (0,134)	-,545*** (0,103)	-,653*** (0,106)	-0,351** (0,136)	-0,237*** (0,067)	-0,023 (0,092)
Religion2	-0,407*** (0,105)	-,683*** (0,121)	-,500 (0,085)	-0,373*** (0,084)	-,676*** (0,122)	-0,247*** (0,062)	-0,082 (0,078)
Sexe	-0,034 (0,216)	-0,017 (0,222)	-,781*** (0,182)	-0,376** (0,179)	-0,214 (0,234)	-0,113 (0,120)	-0,383** (0,165)
Âge	0,006 (0,010)	0,004 (0,009)	-0,004 (0,007)	-0,010 (0,008)	0,029** (0,009)	-0,008* (0,004)	0,004 (0,006)
Education	0,337*** (0,073)	0,129* (0,072)	0,221*** (0,058)	0,203*** (0,059)	0,225** (0,075)	-0,042 (0,039)	-0,030 (0,054)
Profession	0,225 (0,237)	0,377 (0,247)	-0,331* (0,181)	-0,231 (0,186)	0,373 (0,255)	0,034 (0,123)	-0,450** (0,164)
Interactions							
Autocratie1*DévEcon1	---	---	---	---	---	---	---
Autocratie1*DévEcon2	---	---	---	---	---	---	---
Autocratie1*Religion2	---	---	---	---	---	---	---
Religion2*DévEcon1	---	---	---	---	---	---	---
Religion2*DévEcon2	---	---	---	---	---	---	---
Constante	-6,94*** (10,09)	-4,34*** (10,08)	-0,953 (0,815)	-0,956 (0,832)	-3,40** (10,08)	2,39*** (0,499)	-0,173 (0,652)
Observations	1990	1958	1861	1809	1730	1571	1606
Pseudo R2	0,2638	0,2391	0,1831	0,1753	0,1895	0,0785	0,0677
LR > X ²	265,91	223,56	238,67	220,55	155,24	170,99	93,12
Prob > X ²	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000

Note: *** $p < 0,01$ pour test bilatéral ; ** $p < 0,05$ pour test bilatéral ; * $p < 0,1$ pour test bilatéral ; erreurs types entre parenthèses

En ce qui concerne les variables que sont le développement économique, la présence d'un gouvernement autocratique et d'un radicalisme religieux, incorporés au modèle pour tenir compte de mon assertion selon laquelle ces facteurs sont propres à la région du MOAN. La seule mesure qui est toujours statistiquement et substantiellement significative est celle du radicalisme religieux. Les conclusions indiquent que ce radicalisme est un bon prédicteur du soutien apporté à la violence politique. Cette conclusion n'a rien de surprenant si on se base sur la bibliographie existante. Elle contredit toutefois mes hypothèses et la conviction que l'Islam radical ne peut à lui seul expliquer le soutien qu'une personne apporte à la violence politique. Les résultats suggèrent qu'il n'en est pas ainsi et j'approfondirai cette conclusion à la fin du présent article. Outre le radicalisme religieux, le modèle ne révèle qu'une corroboration au mieux fragile de la mesure de l'absence de développement économique. La variable DévEcon1 n'est substantiellement et statistiquement significative que dans une seule équation et, bien qu'elle soit statistiquement significative dans une deuxième équation, l'interprétation du coefficient contredit les hypothèses. Sur la base de ces résultats, je suis par conséquent convaincue que, en ce qui concerne le Moyen Orient et l'Afrique du Nord, l'absence de développement économique ne suffit pas à elle seule pour convaincre certains de se tourner vers la violence politique. Je développerai ce point plus en détail lorsque j'examinerai le modèle présenté sur le Tableau 6.

Par conséquent, alors que la variable autocratie n'est pas significative dans le modèle et qu'il n'y a qu'une corroboration marginale du développement économique, je reste convaincue que ces variables restent importantes pour l'examen des rapports entre l'état failli et le terrorisme. Toutefois, comme je l'ai indiqué précédemment, je

crois que ces facteurs sont étroitement liés et, comme nous l'avons vu dans ce modèle, ils ont donc peu d'influence sur le seul soutien apporté à la violence politique. Comme nous le verrons avec le modèle statistique du Tableau 6, ces facteurs ont un impact plus marqué sur le soutien apporté à la violence politique lorsqu'ils sont examinés collectivement en tant que termes d'interaction.

Enfin, les variables de contrôle que sont le sexe, l'âge, l'éducation et la profession ont un impact considérable sur le soutien apporté à la violence politique. Les conclusions suggèrent que les hommes et les jeunes adultes ont plus de chances de soutenir la violence politique. En plus, les chômeurs ont plus de chances de soutenir le recours à la violence politique. Pour terminer, les personnes interrogées d'un plus haut niveau de scolarité ont plus de chances de soutenir le recours à la violence politique. En ce qui concerne les résultats des variables de contrôle dans le modèle, je suis convaincue que nous observons des spécificités à la région qui compte une proportion substantielle de jeunes hommes instruits mais sans emploi. La littérature suggère que les membres de ce groupe, mécontents de ne pas avoir d'emploi malgré leurs diplômes, sont le plus facilement influencés par la propagande et les idéologies radicales auxquelles ont recours les groupes terroristes pour recruter ce segment de la population⁵⁶.

Le Tableau 6 présente le modèle logit binaire pour le modèle qui indique la probabilité du soutien apporté par une personne interrogée à l'emploi de la violence politique. Ce modèle diffère de celui du Tableau 5 en ce qu'il incorpore les interactions entre les variables développement économique, autocratie et radicalisme religieux. Les constatations révèlent que le modèle d'un état failli reste stable dans cette équation. Les variables qui mesurent l'absence du bien public de sécurité, celle de l'état, l'absence perçue de légitimité de l'autorité de l'état parmi les citoyens, l'absence de confiance en l'autorité de l'état exprimée par les citoyens et l'absence de biens publics essentiels ont tous une influence sur la décision prise par un citoyen de soutenir le recours au terrorisme. L'interprétation factuelle des variables de contrôle reste également cohérente. Les jeunes hommes éduqués mais au chômage ont plus de chances de soutenir l'emploi de la violence politique. En outre, parmi les trois facteurs dont je soutiens être propres à la région du MOAN ; la seule mesure statistiquement et substantiellement significative est celle du radicalisme religieux. Le rôle dominant de cette variable dans les deux modèles et dans les équations suggère que ce radicalisme constitue un facteur fondamental de prédiction du soutien apporté au terrorisme.

Les résultats des interactions entre le développement économique, l'autocratie et le radicalisme religieux sont très révélateurs. Alors que le modèle du Tableau 5, où les variables autocratie et développement économique semblent n'avoir aucun impact sur le soutien apporté à la violence politique, les résultats présentés sur le Tableau 6 révèlent que ces facteurs exercent une influence considérable sur la décision prise par une personne interrogée de soutenir le recours au terrorisme. Les conclusions suggèrent que la présence de l'autocratie et l'absence de développement économique influencent la décision de soutenir le recours au terrorisme. Il en est de même pour la présence de l'autocratie et du radicalisme religieux. Finalement, l'interaction entre la présence du radicalisme religieux et le manque de développement économique, sont les termes d'interaction les plus cohérents dans toutes les équations, suggérant que

cette relation affecte de manière significatives la décision de soutenir la violence politique. En somme, les résultats du Tableau 6 sont compatibles avec les hypothèses. (Table 7 énumère les hypothèses spécifiques soutenu par une analyse de régression). En particulier le développement économique, l'autocratie et le radicalisme religieux ont une plus grande influence prédictive sur le soutien apporté à la violence politique lorsqu'on les examine ensemble en tant que termes d'interaction que lorsqu'ils sont incorporés au modèle en tant qu'éléments discrets.

Tableau 6 : estimation logit binaire du soutien apporté à la violence politique : modèle d'état failli avec mesures spécifiques pour la région du MOAN : autoritarisme, radicalisme religieux, développement économique comme termes d'interaction

Variable	Violence1a- Amman	Violence1b- Egypte	Violence1c- Londres	Violence1d- Madrid	Violence1e- Casablanca	Violence2	Violence3
Sécurité1	0,235 (0,159)	0,354** (0,168)	0,307** (0,133)	0,187 (0,134)	0,142 (0,173)	0,075 (0,092)	-0,043 (0,125)
Présence1	0,078 (0,111)	0,037 (0,118)	0,020 (0,093)	0,104 (0,095)	-0,045 (0,123)	-0,123** (0,058)	-0,177** (0,079)
Présence2	0,090 (0,091)	-0,107 (0,089)	0,040 (0,070)	0,032 (0,070)	-0,105 (0,094)	0,052 (0,044)	-0,042 (0,062)
Présence3	0,143 (0,116)	0,095 (0,119)	-0,013 (0,089)	-0,018 (0,090)	0,102 (0,123)	-0,046 (0,056)	0,158 (0,076)
Présence4	-0,177* (0,100)	-0,092 (0,108)	-0,049 (0,078)	-0,086 (0,079)	0,013 (0,111)	0,081 (0,055)	-0,024 (0,076)
Présence5	-0,005 (0,117)	-0,037 (0,124)	-0,131 (0,088)	-0,078 (0,088)	-0,139 (0,119)	0,002 (0,056)	0,191 (0,074)
Confiance1	0,044 (0,129)	0,158 (0,132)	0,022 (0,098)	-0,098 (0,099)	-0,034 (0,135)	0,185** (0,063)	0,158* (0,084)
Confiance2	0,355** (0,135)	0,046 (0,134)	0,132 (0,105)	0,088 (0,109)	-0,123 (0,143)	-0,334 (0,071)	0,026 (0,096)
Confiance3	0,129 (0,135)	-0,205 (0,132)	0,188* (0,103)	0,280** (0,105)	-0,049 (0,139)	0,121** (0,059)	0,016 (0,080)
Confiance4	0,437*** (0,126)	0,656*** (0,130)	-0,065 (0,099)	-0,008 (0,103)	0,419** (0,134)	-0,015 (0,064)	-0,143 (0,091)
Confiance5	-0,014 (0,126)	-0,005 (0,128)	-0,035 (0,095)	-0,152 (0,096)	-0,126 (0,126)	-0,152** (0,060)	-0,348 (0,079)
Légitimité1	0,305** (0,110)	0,021 (0,109)	0,053 (0,085)	0,064 (0,086)	0,321** (0,117)	0,005 (0,053)	0,004 (0,072)
Corruption1	0,177 (0,152)	0,376** (0,156)	0,293** (0,116)	0,379*** (0,116)	0,136 (0,155)	-0,002 (0,075)	0,173* (0,097)
Biens1	-0,050 (0,110)	0,133 (0,122)	-0,156* (0,095)	-0,102 (0,096)	0,025 (0,132)	0,006 (0,066)	-0,157* (0,089)
Autocratie1	-2,24** (1,04)	-,697 (0,801)	0,368 (0,563)	-0,483 (0,652)	-0,088 (0,892)	-0,187 (0,344)	-0,191*** (0,591)
Autocratie2	-1,36 (0,919)	0,098 (0,668)	-0,109 (0,563)	-1,22* (0,698)	-0,984 (0,965)	-0,691** (0,326)	-1,41** (0,500)
DévEcon1	0,510 (0,339)	-0,158 (0,389)	0,171 (0,274)	0,088 (0,268)	0,067 (0,397)	-0,175 (0,142)	-0,025 (0,200)
DévEcon2	-0,372** (0,179)	-0,684*** (0,185)	-0,337** (0,138)	-0,235* (0,139)	-0,415** (0,192)	0,003 (0,085)	-0,305** (0,110)
Religion1	-0,490*** (0,133)	-0,286** (0,139)	-0,529*** (0,107)	-0,657*** (0,110)	-0,274** (0,141)	-0,201** (0,069)	0,032 (0,093)
Religion2	-0,168 (0,170)	-0,243 (0,169)	-0,385** (0,125)	-0,304** (0,126)	-0,375** (0,171)	-0,343*** (0,039)	0,202* (0,110)
Sexe	-0,014 (0,220)	0,026 (0,228)	-,783*** (0,182)	-0,367** (0,179)	-0,184 (0,236)	-0,109 (0,121)	-0,391** (0,168)
Âge	0,006 (0,010)	0,005 (0,010)	-0,004 (0,007)	-0,009 (0,008)	0,028** (0,009)	-0,009** (0,004)	0,004 (0,006)
Education	0,356*** (0,076)	0,121* (0,073)	0,222*** (0,058)	0,207*** (0,059)	0,212** (0,075)	-0,034 (0,039)	-0,045 (0,054)
Profession	0,283 (0,242)	0,398 (0,252)	-0,325* (0,182)	-0,229 (0,186)	0,415* (0,256)	0,003 (0,124)	-0,141** (0,168)
Interactions							
Autocratie1*DévEcon1	-3,00** (124)	-0,862 (0,831)	-0,059 (0,596)	0,512 (0,669)	0,167 (0,937)	0,792** (0,355)	-0,771 (0,530)

Tableau 6 : estimation logit binaire du soutien apporté à la violence politique : modèle d'état failli avec mesures spécifiques pour la région du MOAN : autoritarisme, radicalisme religieux, développement économique comme termes d'interaction (continué)

Autocratie1*DévEcon2	1,95** (0,853)	0,163 (0,658)	-0,541 (0,490)	-0,210 (0,546)	-0,781 (0,720)	-0,450 (0,309)	1,69** (,0,495)
Autocratie1*Religion2	1,76** (0,819)	0,754 (0,675)	0,457 (0,497)	0,927* (0,575)	1,23 (0,831)	-0,359 (0,320)	1,36** (0,457)
Religion2*DévEcon1	0,540 (0,396)	0,199 (0,434)	0,149 (0,311)	0,146 (0,311)	0,147 (,443)	-0,791*** (0,216)	0,199 (0,277)
Religion2*EconDev2	0,268 (0,371)	1,47*** (0,380)	0,237 (0,284)	-0,024 (0,293)	0,909** (0,390)	0,569** (0,233)	0,924** (0,281)
Constante	-7,39*** (1,13)	-4,70*** (1,13)	-1,21 (0,846)	-1,18 (0,861)	-3,87*** (1,13)	281*** (0,540)	-0,393 (0,703)
Observations	1990	1958	1861	1809	1730	1571	1606
Pseudo R2	0,2802	0,2602	0,1858	0,1788	0,2014	0,0889	0,0941
LR > X ²	282,41	243,29	242,13	224,91	164,95	193,64	129,36
Prob > X ²	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000

Note: ***p < 0,01 pour test bilatéral ; ** p < 0,05 pour test bilatéral ; *p < 0,1 pour test bilatéral ; erreurs types entre parenthèses

Tableau 7 : hypothèses corroborées par l'analyse par régression logistique

Hypothèses	Variable et concept mesurés
Absence du bien public de sécurité	Sécurité2-La personne interrogée se sent en sécurité
Présence de l'État	Présence1-Pièce d'identité Présence4-Aide de la police Présence5-Accès au gouvernement en cas de dépose d'une plainte pour violation de droits
Autorité de l'état	Confiance1-Confiance dans le Premier Ministre Confiance2-Confiance dans les tribunaux Confiance3-Confiance dans le parlement Confiance4- Confiance dans la police Légitimité1-Élections générales libres et honnêtes Corruption1-Corruption dans tous les secteurs de l'État
Fourniture de biens publics	Biens1-Le gouvernement fournit des services sociaux
Développement économique	DévEcon1-L'économie est le problème le plus important présenté à la nation
Radicalisme religieux	Religion1-Loi de la charia Religion2-Exécution en cas de conversion à une autre religion
Interactions	Autocratie2*DévEcon1 Autocratie2*DévEcon2 Religion1*DévEcon2 Autocratie1*Religion2
Contrôles	Sexe Âge Statut professionnel-Employé ou au chômage Education-Niveau le plus élevé de scolarité de la personne interrogée

Conclusion

Le Moyen Orient et l'Afrique du Nord ont été au centre de la vie politique internationale lors des cinquante dernières années. Avec la création d'Israël et les guerres qui s'ensuivirent, la révolution iranienne, les régimes autoritaires oppressifs, ainsi que l'existence de réseaux terroristes dangereux et leurs activités, la région a été la source de conversations et de débats entre spécialistes. Cela a donné naissance à un large

éventail de recherches sur la région du MOAN, ainsi que sur les sources de violence. Cet article s'efforce de remplir les vides qui subsistent, l'un de ces vides étant l'absence de recherches sur les rapports entre l'état failli dans la région et la violence politique. Comme la présente étude l'a démontré, les conditions politiques et économiques rencontrées dans les états faibles influencent positivement le processus de prise de décisions des personnes en matière de soutien apporté au terrorisme. Au-delà de ce constat, cette étude a également abouti à des conclusions concernant les théories existantes sur la violence dans la région du MOAN qui ont d'importantes implications pour les futures recherches.

Les résultats du modèle d'état failli du Tableau 5 sont compatibles avec l'hypothèse d'ensemble de l'article, ce qui veut dire que les mesures de l'état failli servent de prédicteurs significatifs du soutien individuel à la violence politique. Les conclusions révèlent que l'absence de l'état, ainsi que celles du bien public de sécurité, de l'autorité de l'état et de la provision de biens publics sont importants pour le processus de prise de décisions des personnes quand il s'agit du soutien apporté à la violence politique et au terrorisme. Cependant, en dépit des conclusions, un point important doit être souligné à leur propos.

Les données de l'enquête de l'*Arab Barometer Survey* n'offrent aucune mesure concrète de ce type du soutien apporté à la violence politique ; j'ai été obligée d'utiliser des variables dépendantes. Ces derniers représentent d'importants indicateurs de la volonté des personnes à soutenir la violence politique en leur demandant si elles croyaient que des attentats terroristes bien documentés commis dans le passé étaient en fait à leurs yeux des attentats terroristes. On s'attendait à ce que les personnes qui ne considéraient pas ces événements comme des attentats terroristes aient plus de chances de soutenir le recours à la violence politique, en se basant sur ce qui pouvait être perçu comme une prédisposition à soutenir un comportement extrémiste violent. Les résultats révèlent un consensus général parmi les personnes interrogées, en ce sens que le lieu de l'attentat terroriste (Europe, par opposition à la région du MOAN) conduisait aux délimitations culturelles escomptées. Par exemple, le bien public de sécurité était moins important pour le processus de prise de décisions de la personne interrogée si l'incident terroriste se produisait à l'extérieur de la région du MOAN. En d'autres termes, les résultats révèlent que certaines conditions d'un état failli étaient plus importantes pour les personnes interrogées suivant le lieu où s'était produit l'incident terroriste. Comme je l'ai indiqué, cela était prévu. On ne s'attendrait pas à ce que des personnes interrogées vivant dans la région du MOAN estiment que l'absence du bien public de sécurité est importante quand il s'agit d'un incident terroriste commis à Madrid. Cependant, cette absence devient toutefois importante lorsque l'incident terroriste a lieu dans un pays de leur région car les effets sont beaucoup plus tangibles. Pourtant, en dépit de certaines divergences entre les équations estimées et les lieux géographiques des attentats, le modèle de l'état failli indique que les conditions de celle-ci contribuent dans une large mesure au soutien individuel à la violence politique.

Dans le modèle de l'état failli qui incorpore des variables considérées comme importantes pour la région du MOAN (voir le Tableau 6), les conclusions corroborent

pour l'essentiel les hypothèses. En premier lieu, le modèle de l'état failli du Tableau 5 reste stable. Par conséquent, en présence d'autres variables, les conditions de l'état failli continuent d'avoir un impact sur le soutien apporté à la violence politique. En outre, la variable radicalisme religieux semble constituer un prédicteur fiable de ce soutien.

Bien que des chercheurs affirment que la présence de régimes autoritaires, le manque de développement économique et la prédominance du radicalisme religieux dans la région expliquent la violence; j'ai soutenu l'hypothèse que ces variables n'auraient aucun impact significatif sur le soutien à la violence politique. La relation entre les variables comme termes d'interaction révèle être l'explication que les spécialistes ont cherchée, mais n'ont pu corroborer dans des modèles statistiques. Les résultats corroborent pour l'essentiel mes hypothèses, à l'exception du radicalisme religieux. Cette variable constitue un prédicteur concordant du soutien apporté à la violence politique qui m'a obligée à réévaluer ma position. Il y a apparemment quelque chose d'unique à propos du radicalisme religieux dans la région qui en fait un aussi important facteur responsable de la violence politique. Pourtant, parmi les trois variables que je considère comme propres à la région, celui-ci est le plus difficile à contrôler dans la société dans la lutte contre le terrorisme.

De toute évidence, la présence de l'état failli et du radicalisme religieux au Moyen Orient et au Maghreb est une poudrière. Dans la lutte contre le terrorisme, la communauté internationale peut encourager le développement économique et les idéaux démocratiques dans la région mais elle ne peut pas recommander aux gens ce qu'il faut croire quand il s'agit de leur religion. Par conséquent, si elle ignore ce qui est la cause du radicalisme religieux, la région continuera d'être en proie à la violence politique et simultanément d'exporter des terroristes et des menaces terroristes vers d'autres régions du monde. La présente analyse ne va pas jusqu'à essayer de savoir ce qui est à la base du radicalisme religieux. Je peux postuler que le manque de développement économique et la présence de régimes autoritaires jouent un rôle, comme je l'ai indiqué au début de cet article. Cependant, je n'expérimente toutefois pas l'hypothèse selon laquelle ces deux facteurs pourraient être à la base du radicalisme religieux ; ce que de futures recherches devront étudier. Cependant, nous devrions examiner et disséquer les causes de la radicalisation religieuse si l'on veut comprendre comment ce facteur représente à lui seul un tel prédicteur significatif de la violence politique et si nous souhaitons aborder le radicalisme religieux dans une région déjà fragilisée et en proie à des factions religieuses profondément enracinées.

Enfin, comme je l'ai soutenu, les interactions entre l'autoritarisme, le développement économique et la radicalisation religieuse sont des prédicteurs significatifs du soutien apporté à la violence politique. Cette conclusion est en accord avec mon interprétation de l'interaction entre ces facteurs. Ils se combinent tous pour créer dans la région un climat propice au terrorisme et à la violence politique, ce qu'illustrent les résultats de la présente analyse. En outre, les mesures de contrôle révèlent également que les jeunes hommes instruits, mais qui sont au chômage ont plus de chances de soutenir la violence, ce qui corrobore ce qui a été écrit sur le terrorisme.

En conclusion, l'état failli a un impact dévastateur sur n'importe quel état mais, dans la région du Moyen Orient et de Afrique du Nord, où un manque de développement économique, la prédominance de régimes autoritaires et la présence du radicalisme religieux ont déjà exercé une influence destructrice sur ces états, les situations d'états faillis ont laissé la région paralysée et tant que des efforts d'édification d'état ne seront pas sérieusement entrepris, l'état failli aura fait du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord un front durable pour le terrorisme et la violence politique.

Annexe

Tableau 8 : statistiques descriptives

Variable	Observations	Moyenne	Ecart type	Min	Max
Violence1a	5901	0.114	0.317	0	1
Violence1b	5791	0.138	0.345	0	1
Violence1c	5452	0.238	0.426	0	1
Violence1d	5267	0.235	0.424	0	1
Violence1e	5027	0.152	0.359	0	1
Violence2	5013	0.577	0.494	0	1
Violence3	6373	0.143	0.350	0	1
Sécurité1	7979	1.99	0.721	1	4
Présence1	7974	2.72	1.11	0	4
Présence2	7800	2.51	1.43	0	4
Présence3	7984	2.25	1.14	0	4
Présence4	7847	1.81	1.40	0	4
Présence 5	7700	1.43	1.16	0	4
Confiance1	7616	2.59	1.12	1	4
Confiance2	7603	2.58	1.09	1	4
Confiance3	7582	2.78	1.09	1	4
Confiance4	7737	2.42	1.10	1	4
Confiance5	7239	3.13	1.01	1	4
Légitimité1	6439	2.32	1.17	1	4
Corruption	7547	2.64	0.830	1	4
Biens1	5342	2.54	1.04	1	4
Autocratie1	6451	0.057	0.233	0	1
Autocratie2	6258	0.1011	0.302	0	1
DévEcon1	6451	0.574	0.494	0	1
DévEcon2	7877	2.86	0.894	1	4
Religion1	7616	2.05	0.995	1	4
Religion2	6820	2.37	1.13	1	4
Education	8098	3.75	1.73	1	7
Sexe	8119	0.492	0.499	0	1
Profession	8054	0.479	0.499	0	1
Âge	6799	35.9	13.1	18	90

Variables de contrôle

1. Education

Question numéro : Q703

Variable : Niveau de scolarité de la personne interrogée

Codes des valeurs : 1 = Analphabète, 2 = Elémentaire, 3 = Primaire, 4 = Secondaire, 5 = Diplôme d'enseignement supérieur (deux années), 6 = Licence, 7 = Maîtrise ou au-dessus, 97= Imprécis

*Afin d'évaluer le modèle, je code la valeur de « 97 » comme données manquantes

2. Statut professionnel

Question numéro : Q704

Variable : Statut professionnel de la personne interrogée

Codes des valeurs : 1 = Salarié, 2 = Sans emploi, 97 = Imprécis

*Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de façon à ce que « 0 » corresponde à sans emploi et « 1 » à salarié. Je code ensuite la valeur de « 97 » comme données manquantes

3. Sexe

Question numéro : Q702

Question : Sexe de la personne interrogée

Variable : Sexe de la personne interrogée

Valeurs : 1, 2

Codes des valeurs : 1 = Masculin, 2 = Féminin

*Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de façon à ce que « 0 » corresponde à masculin et « 1 » à féminin

4. Âge

Question numéro : Q701

Question : Âge de la personne interrogée

Variable : Âge de la personne interrogée

Valeurs : 18-90

Codes des valeurs : sans objet

Notes

1. HUNTINGTON, Samuel P., *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman : University of Oklahoma Press, 1991 ; MARTIN, R. C., « Religious Violence in Islam: Towards an Understanding of the Discourse on Jihad in Modern Egypt », in *Contemporary Research on Terrorism*, ed. WILKINSON, Paul et STEWART, Alasdair M., Aberdeen : Aberdeen University Press, 1987, pp. 55–71 ; NEWMAN, Edward, « Weak States, State Failure and Terrorism », *Terrorism and Political Violence* 19, no. 4, décembre 2007, pp. 463–88 ; PIAZZA, James A., « Rooted in Poverty? Terrorism, Poor Economic Development and Social Cleavages », *Terrorism and Political Violence* 18, 2006, pp. 159–77, www.politicalscience.uncc.edu/jpiazza/PiazzaRootedinPoverty.pdf ; PIAZZA, « Draining the Swamp: Democracy Promotion, State Failure, and Terrorism in 19 Middle Eastern Countries », *Studies in Conflict and Terrorism* 30, no. 6, 2007, pp. 521–39, www.politicalscience.uncc.edu/jpiazza/PiazzaSCT2007.pdf ; SØRLI, Mirjam, GLEDITSCH, Nils Petter et STRAND, Håvard, « Why Is There So Much Conflict in the Middle East? », *Journal of Conflict Resolution* 49, no. 1, février 2005, pp. 141–65 ; et TIKUSIS, P., « On the Relationship between Weak States and Terrorism », *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression* 1, no. 1, 2009, pp. 66–79.

2. « *The Arab Barometer Survey Instrument* », Arab Barometer, consulté le 24 novembre 2009, www.arab-barometer.org/survey/Arab%20Barometer%20Survey%20Instrument.pdf.

3. FREEDMAN, Lawrence, ed., *Superterrorism: Policy Responses*, Malden, MA : Blackwell Publishing, 2002 ; LINDEN, Edward V., ed., *World Terrorism*, Hauppauge, NY : Nova Science Publishers, 2002 ; MENKHAUS, Ken, « Somalia: Next Up in the War on Terrorism? », *Africa Notes* [Center for Strategic and International Studies], no. 6, janvier 2002, http://csis.org/files/media/csis/pubs/anotes_0201b.pdf ; et NEWMAN, « Weak States ».

4. HOWARD, Tiffany, « Revisiting State Failure: Developing a Causal Model of State Failure Based upon Theoretical Insight », *Civil Wars* 10, no. 2, juin 2008, pp. 125–46 ; pp. 125–46 ; et HOWARD, *The Tragedy of Failure: Evaluating State Failure and Its Impact on the Spread of Refugees, Terrorism, and War*, Santa Barbara, CA : Praeger Security International/ABC-CLIO, 2010.

5. CHANDLER, David, *International Statebuilding: The Rise of Post-Liberal Governance*, New York : Routledge, 2010 ; CHESTERMAN, Simon, IGNATIEFF, Michael et THAKUR, Ramesh, eds., *Making States Work: State Failure and the Crisis of Governance*, Tokyo : United Nations University Press, 2005 ; DEBIEL, Tobias et KLEIN, Axel, eds., *Fragile Peace: State Failure, Violence, and Development in Crisis Regions*, New York : Zed Books, 2002 ; ESTY, Daniel C. et al., *State Failure Task Force Report: Phase II Finding*, McLean, VA : Science Applications International Corporation, 1998 ; GOLDSTONE, Jack A. et al., *State Failure Task Force Report: Phase III Findings*, McLean, VA : Science Applications International Corporation, 2000 ; HOWARD, « Revisiting State Failure » ; HOWARD, *Tragedy of Failure* ; IGNATIEFF et THAKUR, *Making States Work* ; MILLIKEN, Jennifer, ed., *State Failure, Collapse and Reconstruction*, London : Blackwell Publishing, 2003 ; ROTBERG, Robert I., ed., *State Failure and State Weakness in a Time of Terror*, Cambridge, MA : World Peace Foundation, 2003 ; ROTBERG, ed., *When States Fail: Causes and Consequences*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2004 ; et ZARTMAN, William, ed., *Collapsed States: The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*, Boulder, CO : L. Rienner Publishers, 1995.

6. HUNTINGTON, *Third Wave* ; MARTIN, « *Religious Violence in Islam* » ; NEWMAN, « *Weak States* » ; SØRLI, GLEDITSCH, et STRAND, « *Conflict in the Middle East* » ; PIAZZA, « *Rooted in Poverty?* » ; PIAZZA, « *Draining the Swamp* », pp. 521–39 ; et TIKUSIS, « *Weak States and Terrorism* ».

7. ROTBERG, *State Failure*, pp. 2–4.

8. *Id.*, p. 3.

9. *Id.*, pp. 5–10.

10. *Id.*, p. 5.

11. *Id.*

12. HOWARD, *Tragedy of Failure*, pp. 59–63 ; KRUEGER, Alan B. et MALEČKOVÁ, Jitka, « Education, Poverty, Political Violence and Terrorism: Is There a Causal Connection? », *Journal of Economic Perspec-*

tives 17, no. 4, Fall 2003, : pp. 119–44, <http://pubs.aeaweb.org/doi/pdfplus/10.1257/089533003772034925> ; et PIAZZA, « *Rooted in Poverty?* ».

13. PIAZZA, « *Draining the Swamp* », p. 526. Voir aussi KAHLER, Miles, « *Networks and Failed States: September 11 and the Long Twentieth Century* », document présenté à la réunion annuelle de American Political Science Association, Boston, MA, septembre 2002 ; et RABASA, Angel et al., *Ungoverned Territories: Understanding and Reducing Terrorism Risks*, Santa Monica, CA : RAND Corporation, 2007, www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2007/RAND_MG561.pdf.

14. HOWARD, Tiffany, « *Failed States and the Spread of Terrorism in sub-Saharan Africa* », *Studies in Conflict and Terrorism* 33, no. 11, novembre 2010, pp. 960–88.

15. HUNTINGTON, *Third Wave*, pp. 307–8. Voir aussi SØRLI, GLEDITSCH et STRAND, « *Conflict in the Middle East* ».

16. HUNTINGTON, *Third Wave*, pp. 307–8 ; KEDOURIE, Elie, *Democracy and Arab Political Culture*, 2^e ed., London : Frank Cass, 1994 ; LEWIS, Bernard, « *The Shi'a in Islamic History* », in *Shi'ism, Resistance, and Revolution*, ed. KRAMER, Martin, Boulder, CO : Westview Press, 1987, pp. 21–30 ; MARTIN, « *Religious Violence in Islam* » ; PIAZZA, « *Draining the Swamp* » ; et SØRLI, GLEDITSCH, et STRAND, « *Conflict in the Middle East* ».

17. FISH, M. Steven, « *Islam and Authoritarianism* », *World Politics* 55, October 2002, pp. 4–37, http://polisci.berkeley.edu/people/faculty/FishM/Islam_and_Authoritarianism.pdf. Voir aussi SØRLI, GLEDITSCH, et STRAND, « *Conflict in the Middle East* ».

18. DONNO, Daniela et RUSSETT, Bruce, « *Islam, Authoritarianism, and Female Empowerment: What Are the Linkages?* », *World Politics* 56, no. 4, juillet 2004, pp. 582–607.

19. AARTS, Paul, « *The Middle East: A Region without Regionalism or the End of Exceptionalism?* », *Third World Quarterly* 20, no. 5, octobre 1999, pp. 911–25 ; KEDOURIE, *Democracy* ; MARTIN, « *Religious Violence in Islam* » ; « *Islam and Democracy* », in KRAMER, Martin, *Arab Awakening & Islamic Revival: The Politics of Ideas in the Middle East*, Piscataway, NJ : Transaction Publishers, 1996, pp. 265–78 ; LEWIS, Bernard, « *The Shi'a in Islamic History* », in KRAMER, *Shi'ism, Resistance and Revolution* ; et RUBIN, Barry, *The Tragedy of the Middle East*, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 2002.

20. PIAZZA, James A., « *Do Democracy and Free Markets Protect Us From Terrorism?* », *International Politics* 45, 2008, p. 75, www.politicalscience.uncc.edu/jpiazza/piazza%20democracy%20free%20markets%20terrorism.pdf. Voir aussi MURAVCHIK, Joshua, « *Freedom and the Arab World* », *Weekly Standard* 7, no. 16, 31 December 2001, www.weeklystandard.com/Content/Protected/Articles/000/000/000/727bozww.asp?page=1.

21. CHARTERS, David A., « *Conclusions: Security and Liberty in Balance—Countering Terrorism in the Democratic Context* », in *The Deadly Sin of Terrorism: Its Effect on Democracy and Civil Liberties in Six Countries*, ed. CHARTERS, David A., Westport, CT : Greenwood Press, 1994, p. 211 ; EUBANK, William Lee et WEINBERG, Leonard B., « *Does Democracy Encourage Terrorism?* », *Terrorism and Political Violence* 6, no. 4, 1994, pp. 417–43 ; WEINBERG et EUBANK, « *Terrorism and Democracy: What Recent Events Disclose* », *Terrorism and Political Violence* 10, no. 1, printemps 1998, pp. 108–18 ; EUBANK et WEINBERG, « *Terrorism and Democracy: Perpetrators and Victims* », *Terrorism and Political Violence* 13, no. 1, printemps 2001, pp. 155–64 ; EYERMAN, Joe, « *Terrorism and Democratic States: Soft Targets or Accessible Systems* », *International Interactions* 24, no. 2, 1998, pp. 151–70 ; LI, Quan, « *Does Democracy Promote or Reduce Transnational Terrorist Incidents?* », *Journal of Conflict Resolution* 49, no. 2, avril 2005, pp. 278–97, http://people.tamu.edu/~quanli/research_papers/reprint_files/JCR_2005_terrorism.pdf ; et SCHMID, Alex P., « *Terrorism and Democracy* », *Terrorism and Political Violence* 4, no. 4, 1992, pp. 14–25.

22. CHARTERS, « *Conclusions* » ; EUBANK et WEINBERG, « *Does Democracy Encourage Terrorism?* » ; WEINBERG et EUBANK, « *Terrorism and Democracy: Recent Events* » ; EUBANK et WEINBERG, « *Terrorism and Democracy: Perpetrators* » ; et SCHMID, « *Terrorism and Democracy* ».

23. SØRLI, GLEDITSCH et STRAND, « *Conflict in the Middle East* », p. 147.

24. HOMER-DIXON, Thomas F., *Environment, Scarcity, and Violence*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 1999. ; COLLIER, Paul, « *Doing Well out of War* », document présenté à la Conference on

Economic Agendas in Civil Wars, London, April 1999, http://econ.worldbank.org/files/13200_Collier-DoingWell.pdf; COLLIER, Paul et HOFFLER, Anke, « On Economic Causes of Civil War », *Oxford Economic Papers* 50, no. 4, 2002, pp. 563–73 ; et LE BILLON, Philippe, « The Political Ecology of War: Natural Resources and Armed Conflicts », *Political Geography* 20, no. 5, 2001, pp. 561–84.

25. BEBLAWI, Hazem et LUICIANI, Giacomo, eds., *The Rentier State*, New York : Croom Helm, 1987 ; et SACHS, Jeffrey D. et WARNER, Andrew M., *Natural Resource Abundance and Economic Growth*, NBER Working Paper 5318, Cambridge, MA. : National Bureau of Economic Research, 1995.

26. KRUEGER et MALEČKOVÁ, « Education, Poverty, Political Violence and Terrorism », pp. 119–44 ; PIAZZA, « Rooted in Poverty? » ; WINDSOR, Jennifer L., « Promoting Democratization Can Combat Terrorism », *Washington Quarterly* 26, no. 3, été 2003, pp. 43–58.

27. KRUEGER et MALEČKOVÁ, « Education, Poverty, Political Violence and Terrorism ».

28. CHASDI, Richard J., *Serenade of Suffering: A Portrait of Middle Eastern Terrorism, 1968–1993*, Lanham, MD : Lexington Books, 1999 ; CHASDI, *Tapestry of Terror: A Portrait of Middle Eastern Terrorism, 1994–1999*, Lanham, MD : Lexington Books, 2002 ; KHASHAN, Hilal, « The New World Order and the Tempo of Militant Islam », *British Journal of Middle East Studies* 24, no. 1, mai 1997, pp. 5–24 ; et MARTIN, « Religious Violence in Islam ».

29. STREETER, Sabin, *The Road to 9/11*, PBS, video, 50 min., 2006.

30. PIAZZA, « Rooted in Poverty? » ; et SØRLI, GLEDITSCH, et STRAND, « Conflict in the Middle East ».

31. ROTBERG, *State Failure*, p. 3.

32. ADAMSON, Christopher, « Tribute, Turf, Honor and the American Street Gang: Patterns of Continuity and Change since 1820 », *Theoretical Criminology* 2, no. 1, février 1998, pp. 57–84 ; AKERS, Ronald L., *Social Learning and Social Structure: A General Theory of Crime and Deviance*, Boston : Northeastern University Press, 1998, AKERS, Ronald L. et LEE, Gang, « Age, Social Learning, and Social Bonding in Adolescent Substance Use », *Deviant Behavior* 19, 1999, pp. 1–25 ; ELLIOTT, Delbert S. et MENARD, Scott, « Delinquent Friends and Delinquent Behavior: Temporal and Developmental Patterns », in *Delinquency and Crime: Current Theories*, ed. HAWKINS, J. David, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 1996, pp. 28–67 ; FLANNERY, Daniel J. et HUFF, C. Ronald, *Youth Violence: Prevention, Intervention, and Social Policy*, Washington, DC : American Psychiatric Press, 1999 ; KLEIN, Malcolm W. et MAXSON, Cheryl L., *Street Gang Patterns and Policies*, Oxford, UK : Oxford University Press, 2006 ; et SEIFERT, Kathryn, *How Children Become Violent: Keeping Your Kids Out of Gangs, Terrorist Organizations, and Cults*, Boston, MA : Acanthus Publishing, 2006.

33. SEIFERT, *How Children Become Violent*.

34. RABASA et al., *Ungoverned Territories* ; et HOWARD, « Failed States », pp. 960–88.

35. LEVI, Margaret, *Of Rule and Revenue*, Berkeley, CA : University of California Press, 1989, pp. 68–69.

36. DEBIEL, Tobias, ed., avec KLEIN, Axel, *Fragile Peace: State Failure, Violence, and Development in Crisis Regions*, New York : Zed Books, 2002 ; KREIJEN, Gerard Peter Hubert, *State Failure, Sovereignty and Effectiveness*, Leiden, Netherlands : Leiden University, 2003 ; ROTBERG, *State Failure* ; ROTBERG, *When States Fail* ; et ZARTMAN, *Collapsed States*.

37. AZAM, Jean-Paul, « The Redistributive State and Conflicts in Africa », *Journal of Peace Research* 38, no. 4, juillet, 2001, pp. 429–44.

38. « Arab Barometer Survey Instrument ».

39. *Id.*, p. 19.

40. *Id.*, p. 20.

41. SØRLI, GLEDITSCH et STRAND, « Conflict in the Middle East », p. 148. Voir aussi WOLTERING, Robert A. F. L., « The Roots of Islamist Popularity », *Third World Quarterly* 23, no. 6, 2002, pp. 1133–43, http://academics.eckerd.edu/moodle_support/ecUser/EPFiles.php/moodle_20101/649/Woltering_The_Roots_of_Islamist_Popularity.pdf.

42. Un test t-bilatéral est un test statistique dans lequel la zone critique de la distribution est à double face, allant de faibles à fortes valeurs de la distribution. Elle vérifie si un échantillon est soit supérieur ou infé-

rieur à l'une des deux valeurs critiques. Si l'échantillon testé est classé dans l'une des zones critiques de faible ou de grande valeur, alors l'hypothèse alternative d'une relation existante entre les variables sera acceptée et l'hypothèse nulle d'absence de relation existante sera rejetée.

43. « *Arab Barometer Survey Instrument* », p. 4.

44. *Id.*, p. 5.

45. *Id.*, p. 3.

46. *Id.*, p. 5.

47. *Id.*, p. 13.

48. *Id.*, p. 21.

49. Dans les deux questions, l'autoritarisme est en troisième position après la situation économique et la corruption.

50. « *Arab Barometer Survey Instrument* », p. 12.

51. *Id.*

52. *Id.*

53. *Id.*, p. 3.

54. *Id.*, p. 16.

55. *Id.*, p. 17, p. 18.

56. KRUEGER et MALEČKOVÁ, « *Education, Poverty, Political Violence and Terrorism* » ; MARTIN, « *Religious Violence in Islam* » ; PIAZZA, « *Rooted in Poverty?* » ; et SCHMID, « *Terrorism and Democracy* ».